

- BENIN
- BURKINA FASO
- CENTRAFRIQUE
- COMORES
- CONGO
- COTE D'IVOIRE
- FRANCE
- GABON
- CAMEROUN
- SIEGE



- GUINEE BISSAU
- GUINEE EQUATORIALE
- MADAGASCAR
- MALI
- MAURITANIE
- NIGER
- RWANDA
- SENEGAL
- TCHAD
- TOGO
- EAMAC

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL

PRESTATIONS DE SERVICES DE MAINTENANCE ET D'ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS, TECHNIQUES ET DES HEBERGEMENTS DE L'EAMAC.

N°2025/004/ASECNA/DGDD/EAMA

(Prière mentionner cette référence dans toute correspondance avec l'ASECNA)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Financement : AUTOFINANCEMENT

 CERTIFIEE  ISO 9001 v. 2008	<p>Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) DIRECTION GENERALE</p> <p>32-36 Avenue Jean-Jaurès B.P. : 3144 DAKAR - SENEGAL Téléphone : (221) 33 849 66 00 – Télécopie : (221) 33 823 46 54</p>	<p>NOVEMBRE 2025</p>
	<p>Ecole Africaine de la Météorologie et de l'Aviation Civile (EAMAC)</p> <p>B.P. 746, 544, avenue du Président Karl Carstens – Niamey – NIGER Téléphone : (227) 20 72 36 62 – Télécopie : (227) 20 72 22 36 E-mail : eamacsec@asecna.org</p>	



SOMMAIRE

<u>PARTIE I : PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES</u>	3
Section 0 : Avis d'Appels d'Offres	5
Section I : Instruction aux Soumissionnaires	8
Section II : Données particulières de l'appel d'offres	30
Section III : Critères d'évaluation et de qualification	38
<u>PARTIE II : MARCHE</u>	41
Section IV : Formulaire de soumission	43
Section V : Cahier de Clauses Administratives Générales.....	63
Section VI : Cahier des Clauses Administratives Particulières.....	67
Section VII : Formulaire de marchés	83
<u>PARTIE III : SPECIFICATION DES PRESTATIONS</u>	88
Section VIII : Cahier des Clauses Techniques	90

PARTIE I : PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES

Section 0

AVIS D'APPEL D'OFFRES



Section 0 : Avis d'Appels d'Offres

AGENCE POUR LA SECURITE DE LA NAVIGATION AERIENNE EN AFRIQUE ET MADAGASCAR (ASECNA)

Date : 14 septembre 2025

AON N° 2025/004/ASECNA/DGG/EAMA

1. L'EAMAC a prévu dans le cadre de l'exécution de son budget de fonctionnement 2026 des crédits, afin de financer les **prestations de services de maintenance et d'entretien des bâtiments administratifs, techniques et des hébergements** et a l'intention d'utiliser une partie de ces crédits pour effectuer des paiements au titre de ces Marchés.
2. L'EAMAC invite, par le présent Avis d'Appel d'Offres, les soumissionnaires intéressés à présenter leurs offres sous pli fermé, pour la réalisation des Prestations réparties en trois (3) lots suivants :
 - **Lot n°1 : Prestations d'entretien ménager, espaces verts et vidange des fosses septiques**
 - **Lot n°2 : Prestations de démoustication, dératisation et phytosanitaires ;**
 - **Lot n°3 : Prestations de maintenance et entretien des climatiseurs, de l'électricité, de la plomberie et menuiseries ;**
3. L'ASECNA invite, par le présent Avis d'Appel d'Offres, les soumissionnaires intéressés à présenter leurs offres sous pli fermé, pour les **PRESTATIONS DE SERVICES DE MAINTENANCE ET D'ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS, TECHNIQUES ET DES HEBERGEMENTS** de l'Ecole Africaine de la Météorologie et de l'Aviation Civile (EAMAC) à Niamey – NIGER.
4. Les soumissionnaires intéressés peuvent prendre connaissance du dossier d'appel d'offres sur le site web de l'ASECNA à l'adresse suivante : www.asecna.aero.
5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les Dossiers d'Appel d'Offres dans les bureaux :
 - du Chef de Division Maintenance IRG - Ecole Africaine de la Météorologie et de l'Aviation Civile (EAMAC) – BP 746 Niamey (Niger), Téléphone : +227 20 72 36 62 ;
6. Le Dossier d'Appel d'Offres pourra être acheté par les candidats, à l'Ecole Africaine de la Météorologie et de l'Aviation Civile (EAMAC) – BP 746 Niamey (Niger), Téléphone : +227 20 72 36 52 – Télécopie : +227 29 72 22 36 et moyennant paiement d'un montant non remboursable de **Cinquante mille (50.000). Francs CFA**. Le paiement est effectué à la Caisse principale de l'EAMAC en espèces ou par chèque de banque barré. Le Dossier d'Appel d'Offres sera remis en mains propres au soumissionnaire ou à son représentant désigné.
7. La visite de site est obligatoire.

8. La Règlementation des Marchés de Toute Nature passés par l'ASECNA, les clauses des Instructions aux Soumissionnaires et celles du Cahier des Clauses Administratives Générales sont les clauses du Dossier d'Appel d'Offres pour Passation des Marchés d'Equipements, publié par l'ASECNA.
9. Toutes les offres doivent être déposées au Secrétariat du Directeur de l'Ecole Africaine de la Météorologie et de l'Aviation Civile (EAMAC) – BP 746 Niamey (Niger), au plus **tard le 15 décembre 2025 à 10 heures** précises et être accompagnées d'une garantie d'offre ou de **soumission** d'un montant au moins **égal à deux pour cent (02%) du montant de l'offre**.
10. Les offres demeureront valides pour une durée de **cent quatre-vingts (180) jours** à partir de la date d'ouverture des plis fixée au **mardi 16 décembre 2025**.
11. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, le **16 décembre 2025 à 11heures 00**, à la Salle de Réunion IRG de l'Ecole Africaine de la Météorologie et de l'Aviation Civile (EAMAC) – BP 746 Niamey (Niger).

Le CHEF D'ETABLISSEMENT l'EAMAC,



Oumar Mamadou BA

Section I.

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Section I : Instruction aux Soumissionnaires

Table des matières

A.	Réglementation applicable	10
B.	Généralités	10
1.	Objet du marché	10
2.	Origine des fonds	10
3.	Fraude et corruption	10
4.	Candidats admis à concourir	12
5.	Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine.....	14
C.	Dossier D'Appel D'Offres	14
6.	Contenu du Dossier d'Appel d'Offres	14
7.	Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres, visite du site et réunions préparatoires.....	15
8.	Modifications apportées au Dossier d'Appel d'Offres	16
D.	Préparation des offres.....	16
9.	Frais de soumission	16
10.	Langue de l'offre	16
11.	Documents constitutifs de l'offre	16
12.	Formulaire d'offre et bordereau de prix	17
13.	Variantes	17
14.	Prix de l'offre et rabais	17
15.	Monnaies de l'offre.....	18
16.	Documents constituant la Proposition technique.....	19
17.	Documents attestant des qualifications du soumissionnaire.....	19
18.	Période de validité des offres.....	19
19.	Garantie de soumission.....	20
20.	Forme et signature de l'offre	21
E.	Remise des offres et ouverture des plis	21
21.	Cachetage et marquage des offres	21
22.	Date et heure limite de remise des offres.....	21
23.	Offres hors délai	22
24.	Retrait, substitutions et modification des offres	22
25.	Ouverture des plis	22
F.	Evaluation et comparaisons des offres	23
26.	Confidentialité	23
27.	Eclaircissements concernant les offres	23
28.	Divergences, réserves ou omissions	24
29.	Conformité des offres	24
30.	Non-conformité, erreurs et omissions.....	24
31.	Corrections des erreurs arithmétiques	25
32.	Conversion en une seule monnaie	25

33.	Marge de préférence	25
34.	Evaluation des offres	25
35.	Comparaison des offres	26
36.	Qualification du soumissionnaire	26
37.	Droit de l’ASECNA d’accepter l’une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres	27
G.	Attribution du marche.....	27
38.	Critères d’attribution.....	27
39.	Notification de l’attribution du Marché	27
40.	Signature du Marché.....	27
41.	Garantie de bonne exécution	27

A. Réglementation applicable

En présentant son offre, le soumissionnaire accepte la totalité, sans restriction, des conditions générales et particulières qui régissent ce marché, comme étant la seule base de cette procédure d'appel d'offres, quelles que soient ses propres conditions de vente auxquelles il déclare renoncer. Les soumissionnaires sont réputés avoir examiné attentivement tous les formulaires, instructions, dispositions contractuelles et spécifications contenus dans ce Dossier d'Appel d'Offres et s'y conformer. Le soumissionnaire qui ne fournit pas dans les délais requis toutes les informations et tous les documents nécessaires verra son offre rejetée.

Les présentes instructions aux soumissionnaires définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions dans le cadre du présent appel d'offres, en conformité avec la Réglementation des Marchés de Toute Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN)

B. Généralités

1. Objet du marché

1.1 L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne ci-après désignée « Maître d'Ouvrage » ou « ASECNA », selon ce qu'indiquent les Données Particulières d'Appel d'Offres (DPAO), publie le présent Dossier d'Appel d'Offres en vue de la réalisation des travaux spécifiés à la Section IX, « Spécifications techniques et plans ». Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots de ce Marché figurent dans les **DPAO**.

1.2 Tout au long de l'appel d'offres objet des présentes IS :

- a) Le terme « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite avec accusé de réception ;
- b) Si le contexte l'exige, le singulier désigne le pluriel, et vice versa ;
- c) Le terme « jour » désigne un jour calendaire ; et
- d) Pour le reste, les définitions et interprétations seront comme il est prescrit à la l'article 2 du Cahier des Clauses Administratives Générales des Travaux (CCAG-T).

2. Origine des fonds

2.1 Le marché pour lequel l'Appel d'Offres est lancé, est financé sur le Budget d'Investissement de l'ASECNA et/ou par des financements extérieurs (obtenus auprès des partenaires), tels que précisés dans les **DPAO**.

2.2 L'ASECNA n'effectuera les paiements au titre du Marché qu'à la demande de l'Entrepreneur et après les avoir approuvés, conformément aux modalités de paiement contenues dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Ces paiements seront soumis à tous égards aux clauses et conditions dudit CCAP. Aucune partie autre que l'Entrepreneur ne peut se prévaloir de l'un quelconque des droits stipulés dans le CCAP, ni prétendre détenir une créance sur le montant du Marché sauf en cas de nantissement.

3. Fraude et corruption

3.1 L'ASECNA a pour politique de requérir des soumissionnaires, fournisseurs, entreprises et prestataires de services prenant part aux marchés passés en son nom, d'observer les normes

d'éthique les plus élevées lors de la passation et de l'exécution de ses Marchés. A cet effet, elle inclut dans les Dossiers d'Appel d'Offres des dispositions contre la corruption.

3.2 En application de cette politique, l'ASECNA interdit ces pratiques et définit les expressions y relatives ci-dessous de la façon suivante :

- a) est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage, directement ou indirectement, en vue d'influencer l'action d'un agent de l'ASECNA au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;
- b) se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
- c) « pratiques collusoires » désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'ASECNA en aient connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
- d) « pratiques coercitives » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ; et
- e) « Pratique obstructive » signifie: e.1) détruire, falsifier, altérer ou dissimuler les preuves matérielles d'une enquête ou faire des déclarations erronées à des enquêteurs en vue de nuire à une enquête visant des allégations de pratiques de corruption, frauduleuses, coercitives, collusives ou interdites ; e.2) menacer, harceler ou intimider des parties afin de les empêcher de révéler ce qu'elles savent de questions qui font l'objet de l'enquête ou les empêcher de poursuivre l'enquête; et e.3) agir de sorte à empêcher l'exercice des droits d'inspection et d'audit effectué par l'ASECNA ou commandité par elle.

3.3 Dans ce cadre, l'attention des soumissionnaires est attirée sur le contenu des articles 83, 84 et 85 de la Règlementation des Marchés de Toute Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN) du 04 juillet 2013 définissant les sanctions en matière de pratiques frauduleuses et anticoncurrentielles, d'actes de corruption, sans préjudice des sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur en la matière.

3.4 L'ASECNA, à la suite de ses propres investigations et conclusions, menées conformément à ses procédures :

- a) rejettera une proposition d'attribution si elle se rend compte que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires pour l'attribution de ce marché ;
- b) annulera la fraction du financement affectée aux fournitures de biens ou aux travaux s'il est établi qu'à un moment donné, ses agents en complicité avec le soumissionnaire ou le titulaire, lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché, se sont livrés à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché ; et
- c) déclarera une Entreprise inéligible, soit indéfiniment soit pour une période déterminée, aux marchés passés en son nom si, à un moment donné, celle-ci s'est livrée à la corruption ou à des

manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives, lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché. Dans ce cas, l'entreprise se voit frappée d'interdiction de participer aux marchés passés au nom de l'ASECNA pour une période qu'elle aura déterminée.

- 3.5 L'ASECNA se réserve le droit, lorsqu'il a été établi par un organisme national ou international qu'une entreprise s'est livrée à la corruption ou à la fraude, de déclarer cette entreprise inéligible, pour une période donnée, aux marchés passés en son nom.
- 3.6 L'ASECNA pourra, si elle le juge utile, inclure dans les marchés passés en son nom une disposition exigeant des soumissionnaires, fournisseurs, entreprises, et consultants de l'autoriser à inspecter leurs comptes et registres relatifs à l'exécution du marché et de les faire vérifier par des commissaires aux comptes qu'elle aura désignés.
- 3.7 Toute communication entre le Soumissionnaire et l'ASECNA ayant trait à des allégations de fraude ou corruption doit être échangée par écrit.
- 3.8 L'ASECNA déclare que la négociation, la passation, et l'exécution du Marché n'a pas donné, ne donne pas ou ne donnera pas lieu à des actes constituant ou pouvant constituer une infraction de corruption au sens de la convention de l'OCDE du 17 décembre 1997 relative à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers.

4. Candidats admis à concourir

4.1 L'avis d'Appel d'Offres publié par l'ASECNA, s'adresse à toutes les entreprises répondant aux critères d'éligibilité définis dans les **DPAO** et remplissant toutes les conditions d'admissibilité aux marchés de l'ASECNA, telles que définies dans la Règlementation des Marchés de Toutes Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN), en son article 50 et sous réserve des dispositions suivantes :

- a) Les Soumissionnaires (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du Soumissionnaire) ne doivent pas être associés, ou avoir été associés dans le passé, à une entreprise ou société (ou affiliés à une entreprise ou société) qui a fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre de l'Appel d'Offres.
- b) Le Soumissionnaire ne doit pas avoir fait l'objet d'une décision d'exclusion prononcée par l'ASECNA pour corruption, ou pour manœuvres frauduleuses.

4.2 Une entreprise d'un pays inéligible peut être exclue :

- a) si la loi ou la réglementation du pays où les travaux sont réalisés, interdit les relations commerciales avec le pays de l'entreprise ; ou
- b) si, en application d'une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, l'Union Africaine ou l'Union Européenne, le Gouvernement du pays où les travaux sont réalisés, interdit toute importation de biens en provenance du pays de l'entreprise, ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.

4.3 Les soumissionnaires doivent s'engager, sur la base du modèle d'engagement environnemental et social joint en annexe, à :

- a) respecter et faire respecter par l'ensemble de leurs sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le projet, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement ;
- b) mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnemental et social ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par l'ASECNA.

4.4 Chaque soumissionnaire ne présentera qu'une offre, à titre individuel ou en tant que membre d'un groupement d'entreprises. Un soumissionnaire qui présente plusieurs offres, ou qui participe à plusieurs offres (à l'exception des variantes présentées en vertu de la Clause 13 des présentes IS) sera disqualifié. Cependant, sauf mention contraire stipulée dans les **DPAO**, ceci n'exclut pas la possibilité pour un sous-traitant d'apparaître dans plusieurs offres, en qualité de sous-traitant seulement.

4.5 Un Soumissionnaire, et toutes les parties constituant le Soumissionnaire, peuvent avoir la nationalité de tout pays (sous réserve des clauses 4.1 et 4.2 des présentes IS). Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s'il en est ressortissant ou s'il y est constitué en société, fondée et enregistrée dans ce pays, et fonctionnant conformément au droit de ce pays. Ce même critère s'appliquera à la détermination de la nationalité de ses sous-traitants et de ses fournisseurs pour toute partie du Marché, y compris les services connexes.

4.6 Les soumissionnaires peuvent être des personnes physiques, des entités privées, des entités publiques sous réserve des dispositions de la clause 4.7 des présentes IS ou toute combinaison entre elles avec une volonté formelle de conclure un accord ou ayant conclu un accord de groupement. En cas de groupement :

- a) sauf spécification contraire dans les **DPAO**, toutes les parties membres sont solidairement responsables.
- b) les associés désigneront un mandataire qui aura l'autorité de représenter tous les membres du groupement ou du consortium durant la procédure d'Appel d'Offres et, en cas d'attribution du Marché au groupement ou consortium, durant l'exécution du Marché.

4.7 Les entreprises publiques sont uniquement admises à participer si elles peuvent démontrer

- a) qu'elles jouissent d'une autonomie juridique et financière ;
- b) qu'elles sont gérées selon les règles du droit commercial ;
- c) qu'elles ne sont pas une Agence dépendant d'une Administration Publique et

d) qu'elles ne jouissent pas de l'immunité de juridictions et d'exécution, à moins de s'engager à y renoncer.

4.8 Les Soumissionnaires doivent fournir toutes pièces que l'ASECNA peut raisonnablement demander, établissant à sa satisfaction qu'ils continuent d'être admis à concourir.

5. Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine

5.1 Sauf mention contraire stipulée dans les **DPAO**, toutes les fournitures et tous les services connexes faisant l'objet du présent marché peuvent provenir de tout pays sous réserve des mêmes restrictions, concernant les Soumissionnaires, leurs associés ou leur personnel, visées aux clauses 4.1 et 4.2 des présentes IS. Les Soumissionnaires peuvent se voir demander par l'ASECNA de justifier la provenance de leurs matériaux, matériels et services.

5.2 Aux fins de la clause 5.1 ci-dessus, le terme « fournitures » désigne les produits, matières premières, machines, équipements et les installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que la maintenance initiale, l'assurance, le transport, l'installation, et la formation.

C. Dossier D'Appel D'Offres

6. Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

6.1 Le Dossier d'Appel d'Offres comprend toutes les sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à la clause 8 des présentes IS.

PREMIÈRE PARTIE : Procédures d'appel d'offres

- Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS) ;
- Section II. Données particulières de l'Appel d'Offres (DPAO) ;
- Section III. Critères d'évaluation et de qualification ;
- Section IV. Formulaires de soumission.

DEUXIÈME PARTIE : Marché

- Section V. Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) ;
- Section VI. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Section VII. Cadres du Bordereau des prix unitaires (BPU) et du Devis Quantitatif Estimatif (DQE) ;
- Section VIII. Formulaires du Marché.

TROISIÈME PARTIE : Spécifications des travaux

- Section IX. Spécifications techniques et plans.

6.2 L'avis d'appel d'offres publié par l'ASECNA ne fait pas partie du Dossier d'Appel d'Offres.

6.3 L'ASECNA ne peut être tenue responsable de l'intégrité du Dossier d'Appel d'Offres et de ses additifs, s'ils n'ont pas été obtenus directement d'elle ou d'un agent autorisé par elle.

6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d'Appel d'Offres. Tout manquement à cet égard peut entraîner le rejet de son offre.

7. Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres, visite du site et réunions préparatoires

7.1 Tout candidat éventuel désirant des éclaircissements sur les documents contactera l'ASECNA par écrit, à son adresse indiquée dans les **DPAO**. Sauf spécification contraire indiquée dans les **DPAO**, l'ASECNA répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements reçue au plus tard dans les dix (10) jours, ou le nombre de jours indiqués dans le **DPAO**, avant la date limite de dépôt des offres. Elle adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l'auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier d'Appel d'Offres directement auprès d'elle. Au cas où l'ASECNA jugerait nécessaire de modifier le Dossier d'Appel d'Offres suite aux éclaircissements fournis, elle le fera conformément à la procédure stipulée à la clause 8 et à l'article 22.2 des présentes IS.

7.2 Il est conseillé au Soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et la signature d'un marché pour l'exécution des Travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.

7.3 L'ASECNA autorisera le Soumissionnaire et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents la dégagent, elle, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu'ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

7.4 Les réponses fournies aux questions posées pendant le processus de l'appel d'offres ne doivent en aucun cas révéler l'identité de l'auteur desdites questions. Lesdites réponses à ces questions seront communiquées à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

7.5 Lorsqu'une réunion préparatoire est prévue par les **DPAO**, le représentant que le Soumissionnaire aura désigné est invité à assister à cette réunion préparatoire qui se tiendra au lieu et date indiqués aux **DPAO**. L'objet de la réunion est de clarifier tout point et répondre aux questions qui pourraient être soulevées à ce stade.

7.6 Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit, de façon qu'elle parvienne à l'ASECNA au moins une semaine avant la réunion préparatoire.

7.7 Le compte-rendu de la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'aliéna 6.1 des présentes IS, qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire, sera faite par l'ASECNA qui publiera un additif conformément aux dispositions de la Clause 8 des présentes IS, et non par le canal du compte-rendu de la réunion préparatoire.

7.8 Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres, ne sera pas un motif de disqualification.

8. Modifications apportées au Dossier d'Appel d'Offres

- 8.1 L'ASECNA peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.
- 8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu ledit Dossier directement des sources indiquées dans l'Avis d'Appel d'Offres.
- 8.3 Afin de laisser aux soumissionnaires éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l'additif dans la préparation de leurs offres, l'ASECNA peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à la clause 22.2 des présentes IS.

D. Préparation des offres

9. Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'ASECNA n'est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure d'appel d'offres.

10. Langue de l'offre

L'offre, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'ASECNA seront rédigés en français. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction en français, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction en français fera foi.

11. Documents constitutifs de l'offre

11.1 L'offre comprendra les documents suivants :

- a) le formulaire d'offre ;
- b) Les autres formulaires inclus dans la Section IV- Formulaires de Soumission, dûment remplis, y compris le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif, remplis conformément aux dispositions des clauses 12, et 14 des présentes IS ;
- c) la garantie de soumission établie conformément aux dispositions de la clause 19 des présentes IS ;
- d) les variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de la clause 13 des présentes IS ;
- e) la confirmation écrite de l'habilitation du signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de la clause 20.2 des présentes IS ;
- f) les pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 17 des présentes IS, que le Soumissionnaire possède les qualifications voulues pour exécuter le Marché si son offre est retenue ;
- g) Les documents établis conformément à la Clause 5.1 des présentes IS apportant la preuve que les installations proposées par le Soumissionnaire dans son offre ou dans toute offre variante (si les variantes sont autorisées) satisfont aux critères de provenance des matériels, équipements et services ;
- h) la proposition technique, conformément aux dispositions de la clause 16 des présentes IS ;
- i) la lettre d'engagement environnemental et social ;

- j) La liste des sous-traitants en conformité avec la clause 3/6 du CCAG-Travaux
- k) Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, l'accord de groupement ou une lettre d'intention de constituer un groupement comprenant en annexe le projet d'accord de groupement, indiquant au minimum les parties des travaux à réaliser par les partenaires respectifs ; et
- l) tout autre document exigé dans les **DPAO**.

12. Formulaire d'offre et bordereau de prix

- 12.1 Le Soumissionnaire soumettra son offre en remplissant les formulaires d'offre fournis à la Section IV - Formulaires de soumission, sans apporter de modifications à leur présentation, aucun autre format n'étant accepté. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.
- 12.2 Le Soumissionnaire présentera le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif à l'aide des formulaires figurant à la Section VII. Cadres du Bordereau des prix unitaires (BPU) et du Devis Quantitatif Estimatif (DQE);

13. Variantes

- 13.1 Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les variantes ne seront pas prises en compte.
- 13.2 Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais d'exécution variables, les **DPAO** préciseront ces délais, et indiqueront la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le Soumissionnaire à l'intérieur des délais spécifiés. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés seront considérées comme non conformes.
- 13.3 Excepté dans le cas mentionné à la Clause 13.4 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques de moindre coût doivent d'abord chiffrer la solution de base de l'ASECNA telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont l'ASECNA a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. L'ASECNA n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du Soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la mieux disante.
- 13.4 Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant les **DPAO**, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications techniques.

14. Prix de l'offre et rabais

- 14.1 Les prix et rabais indiqués par le Soumissionnaire sur le formulaire de soumission et le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif seront conformes aux stipulations ci-après.
- 14.2 Le Soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du Bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif. Les postes pour lesquels le Soumissionnaire n'a pas indiqué de prix unitaires ne feront l'objet d'aucun paiement par l'ASECNA après exécution et seront supposés couverts par d'autres prix du Détail quantitatif et estimatif.
- 14.3 Le prix à indiquer sur le formulaire d'offre, conformément aux dispositions de la clause 12 des présentes IS, sera le prix total de l'Offre, hors tout rabais éventuel.

- 14.4 Le Soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel et la méthode d'application dudit rabais sur le formulaire d'offre conformément aux dispositions de la clause 12 des présentes IS.
- 14.5 A moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans les **DPAO** et le **CCAP**, les prix indiqués par le Soumissionnaire sont réputés fermes durant l'exécution du Marché, conformément aux dispositions de l'article 11 alinéa - 4/1 du CCAG Travaux. Dans le cas où les prix seraient révisables, le Soumissionnaire devra fournir les indices et paramètres retenus pour les formules de révision de prix en annexe à la soumission et présenter avec son offre tous les renseignements complémentaires requis. L'ASECNA peut exiger du Soumissionnaire de justifier les indices, pondérations ou les paramètres qu'il propose.
- 14.6 La clause 1.1 peut prévoir que l'appel d'offres soit lancé pour un seul marché (lot) ou pour un groupe de marchés (lots). Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix, en cas d'attribution de plus d'un marché, spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots. Les réductions de prix ou rabais accordés seront proposés conformément à la clause 14.4 ci-dessus, à la condition toutefois que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.
- 14.7 Les prix des marchés passés au nom de l'ASECNA sont hors taxes et hors douane. Cependant, le cas échéant, sous réserve de dispositions contraires prévues aux **DPAO** et au **CCAP**, tous les droits, impôts et taxes payables par l'Entrepreneur au titre du Marché, ou à tout autre titre, vingt-huit (28) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de l'offre présentée par le Soumissionnaire.

15. Monnaies de l'offre

- 15.1 Les monnaies de l'offre devront suivre les dispositions soit de l'Option A (Clause 15.2) ou de l'Option B (Clause 15.3) ; l'option applicable étant celle retenue aux **DPAO**.

15.2 Option A :

Le montant de la soumission est libellé entièrement en franc CFA.

Le Soumissionnaire libellera les prix unitaires du Bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

- a) les prix seront entièrement libellés en franc CFA. Le Soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays.
- b) les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en franc CFA seront spécifiés par le Soumissionnaire en annexe à la soumission. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

15.3 Option B :

Le montant de la soumission est directement libellé en franc CFA et en monnaies étrangères
Le Soumissionnaire libellera séparément les prix unitaires du Bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

- a) les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le Soumissionnaire compte se procurer localement seront libellés en franc CFA ; et
- b) les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le Soumissionnaire compte se procurer en devises seront libellés dans au plus trois monnaies.

15.4 L'ASECNA peut demander aux soumissionnaires d'expliquer leurs besoins en monnaies nationale et étrangères et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables et conformes aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres. A cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le Soumissionnaire.

15.5 Durant l'exécution des Travaux, la part en monnaies étrangères restant à payer sur le Montant du Marché peut être révisée d'un commun accord par l'ASECNA et l'Entrepreneur de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du Marché.

15.4 Le Soumissionnaire retenu pourra être requis de soumettre une décomposition des prix forfaitaires et un sous détail des prix unitaires.

16. Documents constituant la Proposition technique

Le Soumissionnaire devra fournir une Proposition technique incluant un programme des travaux et les méthodes d'exécution prévues, la liste du matériel, du personnel, le calendrier d'exécution et tout autre renseignement demandé à la Section IX- Proposition technique. La Proposition technique devra inclure tous les détails nécessaires pour établir que l'offre du Soumissionnaire est conforme aux exigences des spécifications et du calendrier des travaux.

17. Documents attestant des qualifications du soumissionnaire

Pour établir qu'il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché, exigées à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, le Soumissionnaire fournira les pièces justificatives demandées dans les formulaires figurant à la Section IV, Formulaires de soumission.

18. Période de validité des offres

18.1 Les offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans **les DPAO** après la date limite de soumission fixée par l'ASECNA. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par l'ASECNA.

18.2 Exceptionnellement, avant l'expiration de la période de validité des offres, l'ASECNA peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de leurs offres. La demande et les réponses seront formulées par écrit. S'il est demandé une garantie d'offre en application de la clause 19 des présentes IS, sa validité sera prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre ou de soumission sans perdre sa garantie. Un soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de la clause 18.3 ci-dessous.

18.3 Dans le cas de marché à prix ferme, si l'attribution est retardée de plus de soixante (60) jours au-delà du délai initial d'expiration de la validité de l'offre, le prix du Marché sera actualisé par un facteur spécifié dans la demande de prorogation. L'évaluation des offres sera basée sur le prix de l'offre sans prise en considération de l'actualisation susmentionnée.

19. Garantie de soumission

- 19.1 Sauf spécification contraire dans les **DPAO**, le Soumissionnaire fournira l'original d'une garantie de soumission qui fera partie intégrante de son offre. Le montant de cette garantie et la monnaie dans laquelle elle sera libellée seront indiqués dans les **DPAO**.
- 19.2 La garantie de soumission se présentera sous la forme indiquée dans les **DPAO**, choisie parmi celles ci- après,
- a) une garantie bancaire à première demande ;
 - b) une caution personnelle et solidaire ;
 - c) une lettre de crédit irrévocable ;
 - d) un chèque de banque certifié.

La garantie de soumission sera soumise soit à l'aide du formulaire de garantie de soumission figurant à la Section IV, Formulaires de soumission ou sous une forme approuvée par l'ASECNA avant le dépôt des offres. Dans les deux cas, le formulaire doit comporter le nom exact et complet du Soumissionnaire.

La garantie de soumission doit être émise par une source de renom agréé dans un pays membre de l'ASECNA et acceptable par l'ASECNA. Si la garantie est émise par un organisme de cautionnement ou une institution financière située en dehors d'un pays membre de l'ASECNA, il doit être agréé dans son pays d'origine, acceptable par l'ASECNA et avoir une institution financière correspondante située d'un pays membre de l'ASECNA qui devra valider la garantie et permettre ainsi de l'appeler, le cas échéant.

La garantie de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours après l'expiration de la durée initiale de validité de l'offre, ou prorogée selon les dispositions de la clause 18.2 des IS, le cas échéant.

Les pays membres de l'ASECNA sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo.

- 19.3 Toute offre non accompagnée d'une garantie substantiellement conforme, si pareille garantie est exigée en application de la clause 19.1 des présentes IS, sera écartée par l'ASECNA comme étant non conforme.
- 19.4 Les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus leur seront restituées après la main levée donnée par l'ASECNA, et après que le Soumissionnaire retenu ait signé le Marché et fourni la garantie de bonne exécution prescrite à la clause 41 des présentes IS.
- 19.5 La garantie de soumission du soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, et contre remise de la garantie de bonne exécution requise.
- 19.6 La garantie de soumission peut être saisie :
- a) si le Soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans le Formulaire d'offre, sous réserve des dispositions de la clause 18.2 des présentes IS ;
 - b) si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction du montant de sa soumission, conformément aux dispositions de la Clause 31 des présentes IS ;

- ou
- c) s'agissant du soumissionnaire retenu, si ce dernier :
- i) manque à son obligation de signer le Marché en application de la clause 40 des présentes IS ; ou
 - ii) manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de la clause 41 des présentes IS.

20. Forme et signature de l'offre

- 20.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre tels que décrits à la clause 11 des présentes IS, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de l'offre indiqué dans les **DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l'original, l'original fera foi.
- 20.2 L'original et toutes copies de l'offre seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du soumissionnaire. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme spécifié dans les **DPAO**, qui sera jointe à la soumission. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l'habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l'offre, à l'exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l'offre.
- 20.3 Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire.

E. Remise des offres et ouverture des plis

21. Cachetage et marquage des offres

- 21.1 Le Soumissionnaire placera l'original de son offre et chacune de ses copies, y compris les variantes éventuellement autorisées en application de la clause 13 des présentes IS, dans des enveloppes séparées et cachetées, portant la mention « ORIGINAL » « VARIANTE » ou « COPIE », selon le cas. Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée.
- 21.2 Les enveloppes intérieure et extérieure devront :
- a) comporter le nom et l'adresse du Soumissionnaire ;
 - b) être adressées à l'ASECNA conformément à la clause 22.1 des présentes IS ;
 - c) comporter le numéro d'identification de l'Appel d'Offres des présentes IS et toute autre identification indiquées dans les **DPAO** ;
 - d) comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis en application de la clause 25.1 des présentes IS.
- 21.3 Si les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, l'ASECNA ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

22. Date et heure limite de remise des offres

- 22.1 Les offres doivent être transmises par courrier postal ou déposées à l'adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans lesdites **DPAO**.

22.2 L'ASECNA peut, si elle le juge nécessaire, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d'Appel d'Offres en application de la clause 8 des présentes IS, auquel cas, tous ses droits et obligations et ceux des Soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite.

23. Offres hors délai

L'ASECNA n'examinera aucune offre reçue après l'expiration du délai de remise des offres, conformément à la clause 22 des présentes IS. Toute offre reçue par l'ASECNA après la date et l'heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte.

24. Retrait, substitutions et modification des offres

24.1 Un soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l'avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d'une copie de l'habilitation en application de la clause 20.2 des présentes IS (sauf pour des notifications de retrait). La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :

- a) délivrées en application des clauses 20 et 21 des présentes IS (sauf pour les notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et
- b) reçues par l'ASECNA avant la date et l'heure limites de remise des offres conformément à la clause 22 des présentes IS.

24.2 Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de la clause 24.1 leur seront renvoyées sans avoir été ouvertes.

24.3 Aucune offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l'heure limites de dépôt des offres et la date d'expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le formulaire d'offre, ou d'expiration de toute période de prorogation de la validité.

25. Ouverture des plis

25.1 L'ASECNA procédera à l'ouverture des plis en présence des représentants désignés des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquée dans les **DPAO**.

25.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Aucun retrait d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n'est pas lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Soumissionnaire. Aucun remplacement d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n'est pas lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre

correspondante. Aucune modification d'offre ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n'est pas lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite considérées.

25.3 Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais et toutes variantes éventuelles, l'existence d'une garantie de soumission si elle est exigée, et tout autre détail que l'ASECNA peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation. Toutes les pages du Formulaire d'offre et du Bordereaux de prix et Détail quantitatif et estimatif seront visées par un minimum de trois représentants de l'ASECNA présents à l'ouverture des plis. Aucune offre ne sera écartée à l'ouverture des plis, exceptées les offres hors délai en application de la clause 23.

25.4 L'ASECNA établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, qui comportera au minimum :

- le nom du soumissionnaire et précisera s'il y a retrait, remplacement de l'offre ou modification ;
- le prix de l'offre, par lot le cas échéant, y compris tous rabais et variante proposés ; et
- L'existence ou l'absence d'une garantie de soumission si elle est exigée.

Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer une feuille de présence.

F. Evaluation et comparaisons des offres

26. Confidentialité

26.1 Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer l'ASECNA lors de l'examen, de l'évaluation, de la comparaison des offres et de la vérification de la capacité des candidats ou lors de la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

26.2 Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.

26.3 Nonobstant les dispositions de la clause 26.2 ci-dessus, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'ASECNA pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire exclusivement par écrit.

27. Eclaircissements concernant les offres

27.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation, la comparaison des offres et la vérification des qualifications des soumissionnaires, l'ASECNA a toute latitude pour demander à un soumissionnaire des éclaircissements sur son offre. Aucun éclaircissement apporté par un soumissionnaire autrement qu'en réponse à une demande de l'ASECNA ne sera pris en compte. La demande d'éclaircissement de l'ASECNA, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix, ni aucun changement substantiel de l'offre ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n'est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par l'ASECNA lors de l'évaluation des offres en application de la clause 31 des présentes IS.

27.2 L'ASECNA se réserve le droit de rejeter une offre au cas où un soumissionnaire n'apporte pas de réponse à une demande d'éclaircissement dans le délai fixé par la lettre de demande.

28. Divergences, réserves ou omissions

Aux fins de l'évaluation des offres, les définitions suivantes seront d'usage :

- a) Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations du Dossier d'Appel d'Offres ;
- b) Une « réserve » constitue la formulation d'une conditionnalité restrictive, ou la non-acceptation de toutes les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ; et
- c) Une « omission » constitue un manquement à fournir en tout ou en partie, les renseignements et documents exigés par le Dossier d'Appel d'Offres.

29. Conformité des offres

29.1 L'ASECNA établira la conformité de l'offre sur la base de sa seule teneur.

29.2 Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence, réserve ou omission substantielle. Les divergences ou omission substantielles sont celles :

- a) qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des travaux spécifiés dans le Marché ; ou
- b) qui limitent, d'une manière substantielle et non conforme au Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'ASECNA ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou
- c) dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.

L'ASECNA déterminera si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

29.3 L'ASECNA écartera toute offre qui n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et le Soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections à la divergence, réserve ou omission substantielle constatée.

30. Non-conformité, erreurs et omissions

30.1 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence, réserve ou omission substantielle par rapport aux conditions de l'appel d'offres.

30.2 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l'offre. Le Soumissionnaire qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée.

30.3 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA corrigera les non-conformités ou omissions non essentielles qui affectent le prix de l'offre. À cet effet, le prix de l'offre sera

révisé, uniquement aux fins de comparaison, compte tenu de l'élément ou du composant manquant ou non conforme.

31. Corrections des erreurs arithmétiques

31.1 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :

- a) s'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (c) et (d) ci-dessous ;
- b) Lorsqu'il y a une incohérence entre le prix unitaire du bordereau et celui du devis estimatif, le prix unitaire du bordereau fera foi ;
- c) s'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de l'ASECNA, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ; et
- d) si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé.

31.2 Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la mieux- disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée.

32. Conversion en une seule monnaie

Aux fins d'évaluation et de comparaison et dans le cas uniquement de l'option B de la Clause 15 des présentes IS, l'ASECNA convertira les montants en diverses monnaies dans lesquelles le montant de la soumission est payable en une seule monnaie, en utilisant le cours vendeur fixé par la source spécifiée dans les **DPAO**, en vigueur à la date qui y est également spécifiée.

33. Marge de préférence

Sauf stipulation contraire dans les **DPAO**, aucune marge de préférence ne sera accordée.

34. Evaluation des offres

34.1 Pour évaluer une offre, l'ASECNA utilisera tous les critères et méthodes définis dans cette clause, à l'exclusion de tous autres critères et méthodes.

34.2 Pour évaluer une offre, l'ASECNA prendra en compte les éléments ci-après :

- a) le prix de l'offre, en excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive;
- b) les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de la clause 31.1;
- c) les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de la clause 14.4;

- d) en convertissant en une seule monnaie le montant résultant des opérations (a), (b) et (c) ci-dessus, conformément aux dispositions de la Clause 32 des présentes IS ;
- e) en ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable conformément à la clause 30.3 des présentes IS ;
- f) les ajustements résultant de l'utilisation des facteurs d'évaluation indiqués à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification ;
- g) le cas échéant, conformément aux dispositions des **DPAO** et Spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le Soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par le Maître de l'ouvrage dans les **DPAO**.

34.3 L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

34.4 Si cela est prévu dans les **DPAO**, le présent Dossier d'Appel d'Offres autorise les soumissionnaires à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet à l'ASECNA d'attribuer un ou plusieurs lots à un ou plus d'un soumissionnaire. La méthode d'évaluation pour déterminer la combinaison d'offre la mieux-disante, compte tenu de tous rabais offerts dans le Formulaire d'offre, sera précisée dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.

Si l'offre évaluée la moins-disante est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation de l'ASECNA de l'échéancier de paiement des travaux à exécuter, l'ASECNA peut demander au Soumissionnaire de fournir le sous détail de prix pour tout élément du Détail quantitatif et estimatif, pour prouver que ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Après avoir examiné le sous détail de prix, l'ASECNA peut :

- a) soit demander que le montant de la garantie de bonne exécution indiqué à la Clause 41 des présentes IS soit porté, aux frais de l'attributaire du Marché, à un niveau suffisant pour la protéger contre toute perte financière au cas où l'attributaire viendrait à manquer à ses obligations au titre du Marché ;
- b) soit écarter l'offre concernée.

35. Comparaison des offres

L'ASECNA comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de la clause 34.2 des présentes IS.

36. Qualification du soumissionnaire

36.1 L'ASECNA s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre évaluée la moins-disante et substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, et a démontré dans son offre qu'il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

36.2 Cette détermination sera fondée sur l'examen des pièces attestant les qualifications du soumissionnaire fournies en application de la clause 17 des présentes IS ; sur les

éclaircissements apportés en application de la clause 27 des présentes IS et sur la Proposition technique du soumissionnaire.

36.3 L'attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l'issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l'offre sera rejetée et l'ASECNA procédera à l'examen de la seconde offre évaluée la moins-disante afin d'établir de la même manière si le Soumissionnaire est capable d'exécuter le Marché de façon satisfaisante.

37. Droit de l'ASECNA d'accepter l'une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres

L'ASECNA se réserve le droit d'accepter ou d'écarter toute offre, et d'annuler la procédure d'appel d'offres et d'écarter toutes les offres à tout moment avant l'attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des soumissionnaires.

G. Attribution du marché

38. Critères d'attribution

L'ASECNA attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

39. Notification de l'attribution du Marché

39.1 Avant l'expiration du délai de validité des offres, l'ASECNA notifiera au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son offre a été retenue en même temps qu'il notifie également aux autres soumissionnaires les résultats de l'appel d'offres. Cette lettre de notification indiquera le montant que l'ASECNA paiera à l'Entrepreneur au titre de l'exécution des Travaux et de ses obligations de garantie.

39.2 La lettre de notification précisera le cas échéant, les corrections apportées au montant de l'offre initiale de l'attributaire provisoire. Si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction ainsi effectuée, son offre sera rejetée et la garantie d'offre peut être saisie.

39.3 L'ASECNA répondra rapidement par écrit à tout soumissionnaire ayant présenté une offre infructueuse qui, après la notification des résultats selon les dispositions de la clause 39.1 ci-dessus, lui aura présenté par écrit, dans un délai de cinq (05) jours à compter de la date de réception de ladite lettre de notification, une requête en vue d'obtenir des informations sur le (ou les) motif(s) pour le(s)quel(s) son offre n'a pas été retenue.

40. Signature du Marché

40.1 Dans les meilleurs délais après la notification, l'ASECNA enverra au Soumissionnaire retenu l'acte d'engagement et le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

40.2 Dans le délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de l'acte d'engagement, le Soumissionnaire retenu le signera ainsi que le Cahier des Clauses Administratives Particulières, les datera et les renverra à l'ASECNA.

41. Garantie de bonne exécution

41.1 Dans le délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la notification, par l'ASECNA, de l'attribution du Marché, le Soumissionnaire retenu fournira la garantie de

bonne exécution, conformément au CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières), en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution figurant à la Section VIII, Formulaires du Marché, ou tout autre modèle jugé acceptable par l'ASECNA.

- 41.2 Le défaut de fourniture, par le Soumissionnaire retenu, de la garantie de bonne exécution susmentionnée ou le fait qu'il ne signe pas l'acte d'engagement, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du Marché et de saisie de la garantie de soumission.

Le cas échéant, l'ASECNA pourra attribuer le Marché au Soumissionnaire dont l'offre est jugée substantiellement conforme au dossier d'appel d'offres et classée la deuxième moins-disante, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

Section II.

DONNEES PARTICULIERES D'APPEL D'OFFRES

Section II : Données particulières de l'appel d'offres

Table des matières

A.	Généralités	31
B.	Dossier d'appels d'offres	32
C.	Préparation des offres.....	32
D.	Remise des offres et ouverture des plis	35
E.	Evaluation et comparaisons des offres	35
F.	Attribution du marché.....	36

A. Généralités

1. Objet de l'appel d'offres

1.1 Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Ecole Africaine de la Météorologie et de l'Aviation Civile – EAMAC – BP 746 Niamey NIGER), Téléphone : +220 20 72 32 62.

1.1 Nom et Numéro d'identification de l'AON : **N°2025/004/ASECNA/DGDD/EAMA**

1.1 Nom et numéro du projet : **CB 6241.**

Nombre et numéro d'identification des lots : **Sans Objet**

Objet du présent AON : **PRESTATIONS DE SERVICES DE MAINTENANCE ET D'ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS, TECHNIQUES ET DES HEBERGEMENTS DE L'ECOLE AFRICAINE DE LA METEOROLOGIE ET DE L'AVIATION CIVILE (EAMAC) A NIAMEY – NIGER.**

Reparti en trois (3) lots :

- **Lot n°1 : Prestations d'entretien ménager, espaces verts et vidange des fosses septiques ;**
- **Lot n°2 : Prestations de démoustication, dératisation et phytosanitaires ;**
- **Lot n°3 : Prestations de maintenance et entretien des climatiseurs, de l'électricité, de la plomberie et menuiseries.**

2. Origine des fonds

2.1 Fonds propres de l'ASECNA.

4. Candidats admis à concourir

4.1 Les Instructions aux soumissionnaires s'appliquent.

4.6 Les Groupements dont les membres sont solidairement responsables, sont éligibles. Le nombre des membres de chaque Groupement est limité au maximum à trois (03).

5. Critères d'origine

5.1 Les Instructions aux soumissionnaires s'appliquent.

B. Dossier d'appels d'offres

7. Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres, visite du site et réunions préparatoires

7.1 Afin d'obtenir des **clarifications** uniquement, l'adresse de l'Autorité Contractante est la suivante : **A l'attention du Chef d'Etablissement de l'Ecole Africaine de la Météorologie et de l'Aviation Civile (EAMAC), BP 746 Niamey - Niger, Téléphone : +22720723662 – Adresse électronique : eamacsec@asecna.org**

7.1 Votre demande doit parvenir à cette adresse au plus tard quinze (15) jours avant la date limite de dépôt des offres.

7.5 Une réunion préparatoire : **Sans Objet**

Une visite du site sera organisée par l'ASECNA entre le 19 et 30 novembre 2025 à partir de 10h00.

C. Préparation des offres

11. Documents constitutifs de l'offre :

11.1 L'offre comprendra les documents suivants :

1. le formulaire d'offre ;
2. Les autres formulaires inclus dans la Section IV- Formulaires de Soumission, dûment remplis, y compris le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif, remplis conformément aux dispositions des clauses 12, et 14 des présentes IS ;
3. la garantie d'offre établie conformément aux dispositions de la clause 19 des présentes IS ;
4. les variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de la clause 13 des présentes IS ;
5. la confirmation écrite de l'habilitation du signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de la clause 20.2 des présentes IS ;
6. les pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 17 des présentes IS, que le Soumissionnaire possède les qualifications voulues pour exécuter le Marché ;
 - le registre de commerce (RCCM) ;
 - le statut ;
 - le numéro d'identification fiscale (NIF) ;
 - L'agrément de l'Entreprise (Catégorie II au moins) ;
 - les certificats attestant que le soumissionnaire est en règle vis à vis de l'administration fiscale (ARF) datant de moins de trois (03) mois, dûment signés et portant le cachet

- des services fiscaux ;
- Les certificats attestant que le soumissionnaire est en règle vis à vis de l'administration de la Sécurité Sociale (CNSS) datant de moins de trois (03) mois, dûment signés et portant le cachet des services ;
 - L'Attestation de non-faillite, non liquidation judiciaire.
7. La proposition technique, conformément aux dispositions de la clause 16 des présentes IS (**Méthode de travail ; Calendrier de Mobilisation ; Planning d'exécution des travaux**) ;
 8. La lettre d'engagement environnemental et social ;
 9. La liste des sous-traitants en conformité avec la clause 3/6 du CCAG-Travaux
 10. Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, l'accord de groupement ou une lettre d'intention de constituer un groupement comprenant en annexe le projet d'accord de groupement, indiquant au minimum les parties des travaux à réaliser par les partenaires respectifs ;
 11. L'attestation de capacité financière ;
 12. Les références et qualifications professionnelles au cours des cinq (05) dernières années (**2020, 2021, 2022, 2023 et 2024**) avec les attestations de bonne exécution comme pièces justificatives ;
 13. Au moins deux (02) références du soumissionnaire pour des projets similaires au cours des cinq (5) dernières années (**2020, 2021, 2022, 2023 et 2024**) avec PV de réception ou attestations des Maîtres d'Ouvrages à l'appui ;
 14. Les certificats attestant que le soumissionnaire est en règle vis a vis de l'administration fiscale et parafiscale à la date d'ouverture des plis ; daté, dûment signés et portant le cachet des services fiscaux ;
 15. Les moyens humains (personnel clé à mettre sur le chantier, en y adjoignant obligatoirement les Curricula Vitae et diplômes de l'équipe proposée). La Liste des moyens humains, établie par le soumissionnaire répondra aux exigences minimums définies aux critères de qualifications ;
 16. Les moyens et matériels (joindre obligatoirement les pièces justificatives de possession, de lising ou de location) essentiels pour l'exécution des travaux. La Liste détaillée des moyens matériels avec état et âge, établies par le soumissionnaire répondra aux exigences minimums définies aux critères de qualifications ;

17. le reçu d'achat du dossier ;

18. L'attestation de visite du site

19. L'acte d'engagement paraphé ; et

20. une clé USB ou un DVD comportant un index papier et exempt de tout virus et contenant tous les documents de l'offre en fichiers non compressés, imprimables et reproductibles. Ils seront en format Microsoft Word 2010 pour les pièces écrites, Microsoft Excel 2010 pour les devis quantitatifs estimatifs et les bordereaux de prix unitaires, et Format JPEG pour les notices, photos et images. L'ensemble des documents seront également fournis sous format PDF imprimable et reproductible.

N.B : Ces documents doivent être impérativement présentés dans cet ordre et séparés par des onglets

13 Variantes

13.1 Les variantes ne seront pas prises en compte.

13.2 Délai d'exécution : le délai d'exécution des travaux est de 12 mois.

13.4 Les variantes techniques sur la ou les parties des travaux, si elles sont demandées dans les spécifications techniques, sont permises.

14.5 Les prix proposés par le Soumissionnaire seront fermes et non révisables.

14.7 Montant de l'offre

Les prix du marché sont hors droits de douane et taxes.

Toutefois, le soumissionnaire est tenu de se renseigner auprès des Autorités locales s'il existe des exceptions non couvertes par cette exonération en droits et taxes pour les inclure dans ses prix. (Les frais d'enregistrement et des timbres sont à la charge du soumissionnaire).

15.1 Monnaies de soumission et de règlement

Le montant de la soumission est libellé entièrement en Franc CFA.

Le Soumissionnaire libellera les prix unitaires du Bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

- a) les prix seront entièrement libellés en F CFA. Le Soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de deux monnaies de pays.
- b) les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en Franc CFA seront spécifiés par le Soumissionnaire en annexe à la soumission. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté

par le Soumissionnaire retenu.

18 Période de validité des offres : Cent quatre-vingts (180) jours

19.1 Montant de la garantie de la soumission

Une Garantie de soumission est requise. Son montant est de deux pour cent (2%) du montant de l'offre et elle sera libellée en Franc CFA.

20.1 Un (01) **original** de l'Offre et deux (02) **copies** seront fournies.

20.2 La confirmation écrite de l'habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire consistera en une délégation des statuts de la Société ou par tout autre document d'habilitation engageant le soumissionnaire et acceptable par l'ASECNA.

D. Remise des offres et ouverture des plis

21.1 Cachetage et marquage des offres

Aux seules fins de **remise des offres** l'adresse du Maître de l'Ouvrage est la suivante : **A l'attention du Secrétariat du Directeur de l'EAMAC – BP 746 Niamey- NIGER.**

L'enveloppe extérieure cachetée, portera en plus du nom et l'adresse du Soumissionnaire, l'adresse : **Monsieur le Directeur de l'EMAC – BP 746 Niamey NIGER.**

AON N°2025/004/ASECNA/DGDD/EAMA du 14 novembre 2025

« À N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

22.1 Date et heure limite des remises des offres

Le 15 décembre 2025 à 10H00 heures précises

25.1 Ouverture des plis

L'ouverture des plis aura lieu à l'adresse, à la date et à l'heure suivantes : **Salle de Réunion IRG de l'EAMAC à Niamey au Niger, le 16 décembre 2025 à 11H00 heures précises.**

E. Evaluation et comparaisons des offres

32 Conversion en une seule monnaie

Monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie : Est le Franc CFA.

Source du taux de change : **Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest "BCEAO"**

Date du taux de change : **vingt-huit (28) jours avant la date limite de dépôt des offres.**

33 Marge de préférence : Non Applicable

F. Attribution du marché

41.1 Garantie de bonne exécution

Non Applicable

Section III.

**CRITERES D'EVALUATION ET DE
QUALIFICATION**

Section III : Critères d'évaluation et de qualification

Le Soumissionnaire fournira tous les renseignements demandés dans les formulaires joints à la Section IV, Formulaire de soumission.

Table des matières

1. Evaluation39
2. Qualification39

1. Evaluation

L'ASECNA examinera préalablement les offres pour s'assurer que tous les documents constitutifs de l'offre ont bien été fournis et sont tous complets.

Pour l'évaluation des offres, en sus des critères dont la liste figure à l'article 34 des IS, les critères ci-après seront utilisés :

1.1 Evaluation de la Proposition Technique :

L'évaluation de l'Offre technique présentée par le Soumissionnaire comprendra (a) l'évaluation de la capacité technique du Soumissionnaire à mobiliser les équipements et le personnel clés pour l'exécution du Marché, (b) la méthode d'exécution et (c) le calendrier de travail et (d) les sources d'approvisionnement dans les détails suffisants, et en conformité avec les exigences définies à la Section XIII. Spécifications Techniques des Travaux.

1.3 Variantes techniques :

Si une ou des variantes techniques sont permises au titre de la clause 13.4 des IS, elles seront évaluées comme les solutions de base.

1.4 Sous-traitants spécialisés :

Seule l'expérience spécifique de sous-traitants pour travaux spécialisés autorisés par l'ASECNA sera prise en compte. L'expérience générale et les ressources financières des sous-traitants spécialisés ne seront pas additionnées à celles du Soumissionnaire pour justifier sa qualification.

2. Qualification

Pour être qualifié, un soumissionnaire doit remplir les conditions suivantes :

- a) Ne pas avoir été disqualifié pour les critères d'éligibilité, d'inexistence d'antécédents de non-exécution de marché, d'incohérence majeure dans l'offre, de non-conformité de l'offre et le critère financier ;
- b) Avoir répondu au seuil minimum pour les critères suivants :
 - i. Disposer d'avoir liquides ou a accès à des actifs non grevés ou des lignes de crédit, etc. autres que l'avance de démarrage éventuelle, à des montants suffisants pour subvenir aux besoins de trésorerie nécessaires à l'exécution des travaux objet du présent Appel d'Offres à hauteur de cinquante pour cent (50%) du montant de l'offre (montant annuel) et nets de des autres engagements, délivrée par une institution de crédit habilitée lui permettant d'exécuter le marché de manière satisfaisante ;
 - ii. Avoir réalisé deux (02) projets de nature et de complexité comparables à celles des Prestations objet de cet appel d'offres au cours des cinq (05) dernières années (**2020, 2021, 2022, 2023 et 2024**) avec une valeur minimum pour chaque marché d'un montant équivalent à au moins l'offre du soumissionnaire, qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés, pour l'essentiel. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les

méthodes/technologies ou autres caractéristiques telles que décrites dans les spécifications techniques ;

- iii.** Établir de la disponibilité du gros matériel et équipements essentiels pour l'exécution des Prestations par lot ;

- iv.** Établir de la disponibilité du personnel clé à mettre sur le chantier, possédant les profils et les qualifications nécessaires.

- v.** Présenter en original ou copie certifiée conforme, les pièces administratives et fiscales exigibles en République du Niger, attestant que le soumissionnaire est en règle à la date d'ouverture des plis.

PARTIE II : MARCHE

Section IV.

FORMULAIRES DE SOUMISSION



Section IV : Formulaires de soumission

Table des matières

1.	Formulaire d’offre (en cas d’appel d’offres en plusieurs lots).....	44
2.	Modèle de garantie de soumission (Garantie bancaire)	47
3.	Modèle d’engagement « Environnemental et Social »	49
4.	Bordereau des prix et Détail Quantitatif Estimatif.....	50
5.	Bordereau des prix et Détail Quantitatif Estimatif.....	53
a.	Méthode de travail	54
b.	Programme / Calendrier de Mobilisation.....	55
c.	Calendrier de Construction	56
d.	Provenance des matériaux à mettre en œuvre	57
e.	Autres	58
6.	Qualification du Soumissionnaire.....	59

1. Formulaire d'offre (en cas d'appel d'offres en plusieurs lots)

Le Soumissionnaire doit présenter l'Offre en utilisant le papier à en-tête indiquant le nom complet et l'adresse du Soumissionnaire.

Date : _____

Avis d'appel d'offres No. : _____

À : **Monsieur le Directeur de l'Ecole Africaine de la Météorologie et de l'Aviation Civile (EAMAC) PB 746 Tel : 00227 20 72 36 62 Niamey NIGER.**

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier d'appel d'offres, y compris l'additif/ les additifs No. : _____ ; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous nous engageons à exécuter et achever, conformément au Dossier d'appel d'offres, les travaux pour la somme ferme et non révisable, hors rabais offerts à l'alinéa (d) ci-après, hors taxes et hors douanes de :
 - Lot 1- [insérer une brève description du lot] _____ : [Prix total de l'offre en lettres et en chiffres]_____.
 - Lot 2- [insérer une brève description du lot]_____ : [Prix total de l'offre en lettres et en chiffres]_____.
 - Lot3- [insérer une brève description du lot]_____ : [Prix total de l'offre en lettres et en chiffres]_____.
- c) Nous nous engageons, si notre offre est acceptée, à commencer et terminer la complète et parfaite exécution des travaux tels qu'ils sont définis dans le Marché, dans un délai de :
 - Lot 1 : [Insérer le délai en toutes lettres et chiffres]_____, à compter de la date de réception de la notification (de l'approbation du Marché / ou de l'ordre de service de commencer les Travaux) (*supprimer la mention inutile*);
 - Lot 2 : [Insérer le délai en toutes lettres et chiffres]_____, à compter de la date de réception de la notification (de l'approbation du Marché / ou de l'ordre de service de commencer les Travaux) (*supprimer la mention inutile*);
 - Lot 3 : [Insérer le délai en toutes lettres et chiffres]_____, à compter de la date de réception de la notification (de l'approbation du Marché / ou de l'ordre de service de commencer les Travaux) (*supprimer la mention inutile*);
- d) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants : _____;
- e) Notre offre demeurera valide pendant une période de _____ jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres dans le Dossier d'appel d'offres ; cette offre

continuera de nous engager et peut être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;

- f) Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du marché qui fait l'objet de la présente offre, conformément au Dossier d'appel d'offres ;
- g) Nous, y compris tous sous-traitants ou fournisseurs intervenant en rapport avec une quelconque partie du marché qui fait l'objet de la présente offre, ne nous trouvons pas dans une situation de conflit d'intérêt définie à la clause 4.1(a) des Instructions aux soumissionnaires ;
- h) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, n'avons pas été exclus par l'ASECNA, et/ou nous ne faisons pas l'objet de sanction de la part de l'Union Africaine, l'Union Européenne ou les Nations-Unies par le moyen de liste d'exclusion établies par ces institutions, conformément aux dispositions de la clause 4.2 des Instructions aux soumissionnaires ;
- i) Nous ne participons pas, en qualité de soumissionnaires ou sous-traitant, à plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres conformément à la clause 4.4 des Instructions aux soumissionnaires, autre que des offres « variantes » présentées conformément à la clause 13 des Instructions aux soumissionnaires ;
- j) Nous, y compris tous sous-traitants ou fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché, remplissons toutes les conditions d'admissibilité aux marchés de l'ASECNA et avons la nationalité de pays éligibles en conformité avec la clause 4.5 des Instructions aux soumissionnaires.
- k) Nous ne sommes pas une entreprise publique ou nous satisfaisons aux spécifications de la clause 4.7 des Instructions aux soumissionnaires ;
- l) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, nous nous engageons à fournir toute pièce que l'ASECNA serait amené à demander dans le cadre de ses vérifications, conformément aux dispositions de la clause 4.8 des Instructions aux soumissionnaires ;
- m) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, attestons avoir pris connaissance des Cahiers des Clauses Administratives Générales et Particulières ainsi que des Cahiers des Clauses Techniques Générales et Particulières et acceptons à nous y conformer sans aucune réserve ;
- n) Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre figurant dans la notification d'attribution du Marché, que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché officiel soit établi et signé ;
- o) Il est entendu par nous que vous n'êtes pas tenus d'accepter l'offre de moindre coût, ni l'une quelconque des offres que vous pouvez recevoir.

Nom _____ En tant que _____
Signature _____
Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de _____
En date du _____ jour de _____

Annexe à la soumission - Libellé des prix dans la ou les monnaies de l'offre

<i>Prix libellé entièrement en franc CFA avec un pourcentage en monnaies étrangères.</i>				
Nom des monnaies	(A) Montant	(B) Taux de change	(C) Equivalent en monnaie locale	(D) Pourcentage du Montant de l'Offre
- Monnaie en F CFA				
- Monnaie étrangère 1				
- Monnaie étrangère 2				
Total				

Fait à [...] le []

Signature du Soumissionnaire

2. Modèle de garantie de soumission (Garantie bancaire)

_____ [insérer le nom de la banque, et l'adresse de l'agence émettrice]

Bénéficiaire : **L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA)**, ayant son siège social à Dakar (Sénégal), **32 – 38, Avenue Jean Jaurès BP 3144**

Date : _____ [insérer date]

Garantie de soumission no. : _____ [insérer No de garantie]

Nous avons été informés que _____ [insérer nom de soumissionnaire] (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») a répondu à votre appel d'offres en date du _____ [insérer date de l'avis d'appel d'offres] pour l'exécution de [nom de marché] en réponse à l'AON No. _____ [insérer no de l'avis d'appel d'offres] (ci-après dénommée « l'Offre »).

En vertu des dispositions du Dossier d'appel d'offres, l'offre doit être accompagnée d'une garantie de soumission.

A la demande de [insérer le nom du Maître de l'Ouvrage], nous _____ [nom de la banque ou autre établissement financier et l'adresse complète] (ci-après dénommée "la Banque ou _____"), nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de _____ [insérer la somme en chiffres en F CFA ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible]. _____ [insérer la somme en lettres].

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l'Offre, à savoir :

- a) s'il retire l'Offre pendant la période de validité qu'il a spécifiée dans la lettre de soumission de l'offre; ou
- b) si, s'étant vu notifier l'acceptation de l'Offre par l'ASECNA pendant la période de validité telle qu'indiquée dans la lettre de soumission de l'offre ou prorogée par l'ASECNA avant l'expiration de cette période, il:
 - i. ne signe pas le Marché ; ou
 - ii. ne fournit pas la garantie de bonne réalisation du Marché, s'il est tenu de le faire ainsi qu'il est prévu dans clause 41 des Instructions aux Soumissionnaires.

La présente garantie expire (a) si le Marché est octroyé au Soumissionnaire, lorsque nous recevons une copie du Marché signé et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du Soumissionnaire ; ou (b) si le Marché n'est pas octroyé au Soumissionnaire, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevons copie de votre notification au Soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu, ou (ii) trente (30) jours après l'expiration de l'Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard. La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de Commerce Internationale (CCI) relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 458.

Nom : [nom complet de la personne signataire]

Titre [capacité juridique de la personne signataire]

Signé [signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]

3. Modèle d'engagement « Environnemental et Social »

J'ai pris bonne note de l'importance que revêt le respect des normes environnementales et sociales.

Je soussigné [.....] en ma qualité de représentant dûment habilité de la société [.....];

Dans le cadre de la remise d'une offre pour *[les travaux]* conformément au Dossier d'Appel d'Offre N° [.....], m'engage à respecter et à faire respecter par l'ensemble de mes sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale en matière de protection de l'environnement et de droit du travail dont les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales en matière d'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au *[pays de réalisation du Projet]*.

En outre, je m'engage également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnemental et social ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fourni(e) par le Maître d'Ouvrage.

Fait à [...] le [...]

Signature du Soumissionnaire

4. Bordereau des prix et Détail Quantitatif Estimatif

4.2. Note à l'attention des soumissionnaires et doit être supprimée dans l'offre

DÉTAIL ESTIMATIF – BORDEREAU DES PRIX (Travaux)

DIRECTIVES GÉNÉRALES

Ce détail estimatif – bordereau des prix doit être lu conjointement avec les conditions et spécifications générales et particulières du contrat.

L'Entrepreneur sera réputé avoir examiné en détail les plans et spécifications, s'être rendu sur le site et avoir pris connaissance tant des travaux à effectuer que de la manière de les effectuer ainsi que des normes et règles à appliquer.

Les quantités indiquées dans ces documents sont données à titre indicatif pour chaque type d'ouvrage. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme garantissant les quantités exactes qui doivent être approvisionnées et qui sont de la responsabilité de l'Entrepreneur.

Chaque rubrique du détail estimatif – bordereau de prix doit faire l'objet d'un montant chiffré. Toutefois dans les cas exceptionnels où une rubrique ne serait pas remplie, l'Entrepreneur précisera sous quelle rubrique il a intégré les montants correspondants.

Tous les prix indiqués dans le détail estimatif – bordereau de prix s'entendent hors taxes et droits d'entrées du matériel ; les autres charges, droits divers et frais annexes sont à la charge du fournisseur.

Tout travail complémentaire assuré pour remédier à des défauts constatés, ou pour remplacer du matériel détérioré du fait de l'Entrepreneur, ne sera pas pris en compte lors de la détermination du montant affecté à chaque rubrique de travaux ou de fourniture.

Les prix indiqués prendront en compte toutes les conditions de garantie et des conditions spécifiques prévues aux spécifications techniques.

4.3. CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

(Insérer l'objet du marché et éventuellement le numéro du lot)

N°	Désignation	Unité	Prix Unitaires (en Chiffres) en monnaie locale	Prix Unitaires (en Lettres)
<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>
<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>
<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>
<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>
<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>	<i>[à compléter]</i>

Voir Cadre de Détails (Fichier Excel)

Fait à [...] le []

Signature du Soumissionnaire

4.4. CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ESTIMATIF

(Insérer l'objet du marché et éventuellement le numéro du lot)

N°	Désignation des tâches	Unité	Quantité	Prix Unitaires	Prix Total
[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]

Voir Cadre de Détails (Fichier Excel)

Fait à [...] le []

Signature du Soumissionnaire

5. Bordereau des prix et Détail Quantitatif Estimatif

a.	Méthode de travail	54
b.	Programme / Calendrier de Mobilisation.....	55
c.	Calendrier de Construction	56
d.	Provenance des matériaux à mettre en œuvre.....	57
e.	Autres	58

a. Méthode de travail

Le Soumissionnaire devra exposer la méthodologie qu'il suivra pour l'exécution des travaux en fonction des spécifications techniques, des plans, des moyens qu'il mettra en œuvre, de sa compréhension de la spécificité du projet, de l'environnement, etc.

Le Soumissionnaire précisera également l'approche utilisée pour l'approvisionnement du chantier en matériel et matériaux. Il précisera également :

- *la solution envisagée pour l'alimentation en eau et en électricité du chantier ainsi que le système de traitement des déchets ;*
- *les dispositions provisoires envisagées pour perturber le moins possible le fonctionnement et les activités administratives, académiques et pédagogiques de l'Ecole,*
- *le système d'assurance qualité et le plan de maîtrise des risques.*

b. Programme / Calendrier de Mobilisation

Le Soumissionnaire devra exposer de façon claire et précise son calendrier de mobilisation.

c. Calendrier de Construction

Le délai d'exécution, les phases charnières, le planning détaillé devra être cohérent avec le programme d'exécution proposé par le Soumissionnaire et les exigences du CCTP.

d. Provenance des matériaux à mettre en œuvre

Sans Objet

e. Autres

Sans Objet

6. Qualification du Soumissionnaire

Appel d'offres: _____ (indiquer le numéro d'identification de l'Avis d'Appel d'Offres et le cas échéant, du projet)

(Information à fournir par le soumissionnaire individuel ou membre individuel de groupements d'entreprises en annexe à la soumission)

1. Soumissionnaires individuels ou membres individuels de groupements d'entreprises :

1.1. Constitution ou statut juridique du Soumissionnaire [Joindre une copie]

Lieu d'enregistrement : _____
 Adresse exacte : _____
 Boîte postale: _____
 Téléphone : _____
 Télécopie : _____
 Adresse électronique : _____
 Numéro Registre de Commerce : _____
 Lieu d'inscription : _____
 No de l'agrément : _____
 Date de validité : _____
 Principal lieu d'activité : _____

Procuration du signataire de la soumission [Pièce jointe]

1.2. Volume annuel total des travaux de construction réalisés pendant la période définie dans les DPAO, en F CFA:

Années	Montant
2020	_____
2021	_____
2022	_____
2023	_____
2024	_____

1.3. Réalisations en tant qu'entrepreneur principal, dans le cadre de travaux de type et de volume analogues au cours de la période définie dans les DPAO. Exprimer les valeurs en F CFA. (joindre obligatoirement les PV de réception ou toutes autres pièces justificatives fournies par le Maître d'Ouvrage)

Nom du projet	Nom du client	Type de travaux et année d'achèvement	Valeur du marché	Référence du PV de réception

1.4. Les matériels et équipements figurant ci-dessous sont indispensables à la réalisation des Travaux. Il appartient au Soumissionnaire de fournir tous les renseignements demandés dans ce tableau (joindre obligatoirement les pièces justificatives de possession ou de location) :

Matériel et Equipement	Marque et âge (nombre d'années)	Etat (neuf, bon, médiocre) et nombre disponible	Acheté, loué (à qui ?), à acheter (à qui ?)

1.5. Qualifications et expériences du personnel clé chargé de l'administration et de l'exécution du Marché. (*Joindre obligatoirement une copie des diplômes ainsi que les curriculum vitae signés leurs titulaires.*)

No	Position	Nom, prénom Diplôme	Expérience globale en travaux (années)	Expérience au poste (nombre de fois)	Expérience dans des travaux similaires (années)
<i>1</i>					
<i>2</i>					
<i>3</i>					
<i>4</i>					
<i>5</i>					

1.6. Marchés de sous-traitance envisagés et entreprises concernées.

Sections des Travaux	Valeur du marché de sous-traitance	Entreprise sous-traitante (nom et adresse)	Expérience en matière de travaux analogues

1.7. Communication des données financières des années précisées dans les DPAO (bilans, comptes de résultats, rapports d'audit, éventuellement attestation bancaire etc.). Enumérer les documents disponibles ci-dessous et joindre un exemplaire audité, vérifié ou certifié par un expert comptable agréé.

Les documents peuvent être dans leur langue originale, toutefois, si les documents ne sont pas en français, une traduction certifiée des données principales devra être fournie. Enumérer les documents demandés dans les DPAO et joindre un exemplaire.

1.8. Pièces établissant que le Soumissionnaire a accès aux ressources financières voulues pour pouvoir répondre aux critères de qualification (liquidités, lignes de crédit, etc.). Enumérer les pièces disponibles ci-dessous et joindre un exemplaire.

1.9. Nom, adresse et numéros de téléphone, de télex et de télécopie des banques du Soumissionnaire susceptibles de fournir des références si l'ASECNA leur en fait la demande.

1.10. Renseignements concernant les litiges auxquels le Soumissionnaire est actuellement partie.

Autre(s) partie(s)	Cause du litige	Montant en jeu

1.11 . Joindre l'original ou la copie certifiée conforme des pièces administratives requises (fiscales parafiscales) par les DPAO.

2. Pour les groupements d'entreprises

2.1. Les renseignements indiqués aux lignes 1 à 1.11 qui précèdent devront être fournis par chaque membre du groupement d'entreprises.

2.2 Joindre la procuration autorisant le ou les signataires de la soumission à signer celle-ci au nom du groupement d'entreprises.

2.3 Joindre l'accord (ou le projet) d'association entre tous les membres du groupement, qui engage ceux-ci et qui indique :

- (a) que tous les membres du groupement sont conjointement et solidairement responsables de l'exécution du Marché, conformément aux dispositions dudit Marché ;
- (b) que l'un des membres est désigné comme mandataire commun du groupement et est habilité à assumer les responsabilités et à recevoir les instructions pour le compte et au nom de chacun et de tous les membres du groupement ; et
- (c) que l'exécution de l'ensemble du Marché, y compris les paiements, est exclusivement confiée au mandataire commun.

Je déclare sur l'honneur que les renseignements contenus dans la présente fiche de qualification sont vrais. En outre, je déclare, avoir pris connaissance des dispositions des articles 83, 84 et 85 de la Règlementation des Marchés de Toutes Natures (RMTN) passés au nom de l'ASECNA du 04 juillet 2013 et ses conséquences de droit qui s'y rattachent. Enfin, j'autorise l'ASECNA, à vérifier, le cas échéant, la véracité de ces renseignements soit, par des visites dans mes locaux, soit par des investigations auprès des services compétents.

....., le.....

Signature du responsable

Section V.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
GENERALES**

Section V : Cahier de Clauses Administratives Générales

**CAHIER DES CLAUSES ET CONDITIONS
ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES APPLICABLES
AUX MARCHÉS DE TRAVAUX
(CCAG-T)**

VOIR SITE WEB DE L'ASECNA : www.asecna.aero

Section VI.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Section VI : Cahier des Clauses Administratives Particulières

Notes relatives au Cahier des Clauses administratives particulières

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières est désigné également sous le vocable "Marché" ou "Contrat".

les Clauses Administratives Particulières doivent permettre à l'ASECNA de faire connaître les dispositions spécifiques au marché fournies en complément des dispositions de la Règlementation des Marchés de Toute Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN) et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-T).

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières complètent celles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-T), en précisant les obligations contractuelles reflétant les circonstances auxquelles sont assujettis l'ASENA, l'Entrepreneur et la nature des travaux. Lors de la préparation du Cahier des Clauses Administratives Particulières, une attention particulière devra être accordée aux aspects suivants:

- (a) tous les renseignements qui complètent les Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux doivent être inclus ; et
- (b) les modifications et/ou les dispositions additionnelles à celles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux nécessitées par le marché en question doivent être incluses.

Toutes les parties entre parenthèses et en italiques doivent être complétées et un seul choix sera retenu pour les parties proposées en option (ou)

**AGENCE POUR LA SECURITE DE
LA NAVIGATION AERIENNE EN
AFRIQUE ET A MADAGASCAR**

**ECOLE AFRICAINE DE LA
METEOROLOGIE ET DE L'AVIATION
CIVILE
B.P. : 736 NIAMEY (NIGER)**

A S E C N A

IMPUTATION :

Exercice budgétaire 2026
Compte budgétaire 6241
Source (s) de financement

MARCHE N° _____/ASECNA/DGDD/EAMA du/...../2025
(Marché passé après appel d'offres ouvert, Article 31 de la RMTN)

**PRESTATIONS DE SERVICES DE MAINTENANCE ET D'ENTRETIEN DES
BATIMENTS ADMINISTRATIFS, TECHNIQUES ET DES HEBERGEMENTS DE
L'EAMAC**

LOT N°xx :

- **MONTANT MENSUEL DU MARCHE** :

- **MONTANT ANNUEL DU MARCHE**

- **PRESTAATAIRE** :

- **DELAI D'EXECUTION** :

- **DATE D'APPROBATION** :

- **DATE DE NOTIFICATION** :

- **DATE PREVISIONNEL D'ACHEVEMENT** :

Tables de Matières

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES	71
Article 1. Objet du marché.....	71
Article 2. Election de domicile et notifications (CCAG-T-Article 3.1).....	71
Article 3. Représentant de l'ASECNA (CCAG-T Article 3.3)	71
Article 4. Représentant du titulaire (CCAG-T Article 3.4).....	72
Article 5. Sous-traitance (CCAG-T-Article 3/6).....	72
Article 6. Documents contractuels (CCAG-T-Article 4).....	72
Article 7. Garanties de bonne exécution (CCAG-T Article 5.2)	72
Article 8. Retenue de garantie (CCAG-T Article 5.3)	72
Article 9. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail (CCAG-T-Article 7)	72
Article 10. Assurances (CCAG-T Article 10).....	73
CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	73
Article 11. Montant du marché (CCAG-T Article 11).....	73
Article 12. Impôts, droits et taxes (CCAG-T Article 11.1).....	73
Article 13. Révision des prix (CCAG-T Article 11.4).....	73
Article 14. Avance de démarrage (CCAG-T Article 12)	73
Article 15. Acomptes sur approvisionnement (CCAG-T Article 12.3)	74
Article 16. Décomptes mensuels (CCAG-T-Article 14/1).....	74
Article 17. Acomptes mensuels (CCAG-T-Article 14/2)	74
Article 18. Modalités de règlement des comptes (CCAG-T Article 14)	74
Article 19. Délai de paiement	74
Article 20. Intérêts moratoires	74
CHAPITRE III - DELAIS.....	76
Article 21. Délai d'exécution (CCAG-T Article 20)	76
Article 22. Pénalités (CCAG-T Article 21)	76
CHAPITRE IV : REALISATION DES OUVRAGES	77
Article 23. Matériaux et matériel (CCAG-T-Articles 22, 23 et 24).....	77
Article 24. Programme d'exécution –calendrier d'exécution (CCAG-T- Articles 28/2, 28/3)	77
Article 25. Plans d'exécution (CCAG-T-Article 29).....	77
Article 26. Installation, organisation, sécurité et hygiène du Chantier (CCAG-T-Article 31.1)	77
CHAPITRE V : RECEPTION ET GARANTIES	78
Article 27. Réception provisoire (CCAG-T Articles 41 et 42)	78
Article 28. Délai de garantie (CCAG-T Article 44.2).....	78
CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHE – REGLEMENT DES DIFFERENDS	79
Article 29. Résiliation du marché (CCAG-T-Articles 45, 46 et 47).....	79
Article 30. Règlement des différends (CCAG-T Article 50).....	79
CHAPITRE VII : REGLEMENTATION ET DROIT APPLICABLES.....	80
Article 31. Règlementation applicable.....	80

Article 32. Droit applicable.....	80
CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS DIVERSES	81
Article 33. Prise d'effet du marche	81
Article 34. Dérogation aux articles du CCAG-T (CCAG-T Article 51).....	81

MARCHÉ DE TRAVAUX

ENTRE

D'UNE PART,

L'Ecole Africaine de la Météorologie et de l'Aviation Civile (EAMAC), BP 746 Niamey-Niger, représentée par le **CHEF D'ETABLISSEMENT DE L'EAMAC, Monsieur BA OUMAR MAMADOU**, et désignée ci-après par le vocable "Autorité Contractante" ou « ASECNA »

ET

D'AUTRE PART,

L'Entreprise (*indiquez la forme juridique et l'adresse complète*) représentée au présent marché par (*indiquez la qualité et le nom de la personne habilité à signer le marché*) désigné dans ce qui suit indistinctement sous les vocables "l'Entrepreneur" ou "l'Entreprise"

LES PARTIES ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des **prestations de services de maintenance et d'entretien des bâtiments administratifs, techniques et des hébergements de l'EAMAC** à Niamey au NIGER tels que précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et le Devis Descriptifs.

Article 2. Election de domicile et notifications (CCAG-T-Article 3.1)

L'Entrepreneur devra, dans un délai de quinze (15) jours suivant la date de réception de l'ordre de service de notification du marché, et pendant toute la durée des travaux, faire élection de domicile à proximité du chantier, et en indiquer l'adresse au Maître d'œuvre ou à son représentant par courrier recommandé avec accusé de réception.

Toutes correspondances, documents, et notamment les ordres de service, lui seront notifiés à cette adresse. Si l'entrepreneur décidait de changer de domicile, tout en demeurant à proximité du chantier, il en aviserait le Maître d'œuvre au moins huit (8) jours à l'avance. A défaut de domicile, les notifications à l'Entrepreneur seront valablement faites par courrier, remise en main propres, télécopie, à l'adresse de son siège social de l'Entrepreneur ou par courrier électronique.

Article 3. Représentant de l'ASECNA (CCAG-T Article 3.3)

Le Responsable du Marché est Monsieur BA OUMAR MAMADOU, Directeur Général de l'ASECNA, à l'adresse suivante :

B.P. 3144

32-36 Avenue Jean-Jaurès – Dakar – Sénégal.

Le Représentant de l'Autorité Contractante : est **Monsieur BA OUMAR MAMADOU, Chef d'Etablissement de l'Ecole Africaine de la Météorologie et de l'aviation Civile (EAMAC)**, à l'adresse suivante :
B.P. 746, 544, avenue du Président Karl Carstens – Niamey – NIGER

Article 4. Représentant du titulaire (CCAG-T Article 3.4)

- **L'Entrepreneur** ou **Entreprise** désigne (*indiquer le signataire du présent marché ou son représentant dûment accrédité*).

Article 5. Sous-traitance (CCAG-T-Article 3/6)

L'Entrepreneur est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son Marché. Toutefois il doit obtenir l'accord préalable de l'ASECNA. Les parties à sous-traiter ne peuvent dépasser trente pour cent (30%) du montant des travaux objet du marché du montant de son marché.

Article 6. Documents contractuels (CCAG-T-Article 4)

L'ensemble des documents énumérés ci-dessous, dont l'entrepreneur assure avoir pris connaissance, constitue le contrat définissant les conditions du marché :

- l'Acte d'engagement ;
- le présent Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le bordereau des prix unitaires ;
- le détail quantitatif estimatif ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux de travaux (CCAG-T-T) ;
- l'offre et ses annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci- dessus.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces portant le même rang ou entre les dispositions d'une même pièce, les dispositions les plus avantageuses pour l'ASECNA, l'emportent.

Article 7. Garanties de bonne exécution (CCAG-T Article 5.2)

Sans objet.

Article 8. Retenue de garantie (CCAG-T Article 5.3)

Sans objet.

Article 9. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail (CCAG-T-Article 7)

L'Entrepreneur s'engage, pour l'emploi de la main-d'œuvre, à se conformer aux lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions

fondamentales de l'Organisation internationale du travail (Conf : CCAG-T), lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Article 10. Assurances (CCAG-T Article 10)

Nonobstant les obligations d'assurances ci-après, l'Entrepreneur est et demeure le seul responsable et garantit l'ASECNA contre toute réclamation émanant de tiers, pour la réparation de préjudices de toute nature, ou de lésions corporelles survenues à raison de la réalisation du présent Marché par l'Entrepreneur.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution l'Entrepreneur justifiera, au moyen d'une attestation, qu'il dispose des assurances suivantes :

- Assurance de "responsabilité civile professionnelle" ;
- assurance "tous risques de chantier";
- Assurance "accident du travail"
- Assurance "responsabilité civile automobile".

L'attestation indiquera l'étendue de la responsabilité garantie et, l'ASECNA peut, si elle juge la couverture insuffisante, demander l'augmentation de la couverture de la responsabilité garantie.

CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 11. Montant du marché (CCAG-T Article 11)

Le Montant du Marché résultant du Détail quantitatif et estimatif et calculé dans les conditions prévues à l'Article 11.1 du CCAG-T est un montant estimé égal à :

(Insérer la somme) en franc CFA hors taxes et hors douanes.

Article 12. Impôts, droits et taxes (CCAG-T Article 11.1)

Les prix du présent Marché sont hors droits de douane et taxes de toute nature

Article 13. Révision des prix (CCAG-T Article 11.4)

Les prix sont fermes et les dispositions de l'Article 12.4 du CCAG-T ne sont pas applicables.

Article 14. Avance de démarrage (CCAG-T Article 12)

Une avance de démarrage égale à 30% du montant du marché peut être versée au l'Entrepreneur sur sa demande expresse au moment de l'ordre de service de notification du marché et contre la production par celui-ci d'une garantie à première demande suivant le modèle établi par l'ASECNA et couvrant le montant total de l'avance.

Le remboursement de l'avance de démarrage commence à partir du premier décompte et doit être terminé quand le montant des travaux atteints 80%. Ce remboursement se fera au prorata des situations présentées.

La garantie afférente à l'avance de démarrage sera libérée au fur et à mesure de son remboursement sur demande de l'Entrepreneur ou au remboursement total.

Article 15. Acomptes sur approvisionnement (CCAG-T Article 12.3)

L'Entreprise peut bénéficier du paiement d'acomptes sur approvisionnement, dans ce cas, chaque acompte mensuel comprend, s'il y a lieu, une part correspondant aux approvisionnements constitués, acquis et livrés sur le chantier durant le mois considéré.

Pour qu'un approvisionnement puisse être mentionné sur un décompte provisoire, le montant correspondant des approvisionnements s'obtient en appliquant aux quantités à prendre en compte les prix du bordereau de prix inséré dans le marché et les sous-détails de ces prix, relatifs aux matériaux, produits ou composants de construction à mettre en œuvre.

Les matériaux, produits ou composants de construction ayant fait l'objet d'un acompte pour approvisionnement restent la propriété de l'entrepreneur. Ils ne peuvent toutefois être enlevés du chantier sans autorisation écrite du Maître d'œuvre.

Article 16. Décomptes mensuels (CCAG-T-Article 14/1)

L'Entrepreneur remet au Maître d'œuvre, avant la fin de chaque mois, un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du présent marché.

Le projet de décompte devient un décompte mensuel après acceptation de la Personne Responsable du marché.

Article 17. Acomptes mensuels (CCAG-T-Article 14/2)

Des acomptes seront versés mensuellement à l'Entrepreneur sur la base des décomptes ou apparaîtront clairement le montant des travaux réalisés dans le mois considéré, ainsi que le montant cumulé des travaux réalisés au dernier jour de ce mois. Ces montants de travaux sont calculés par référence au cadre du devis estimatif, en appliquant aux détails du devis estimatif des pourcentages d'avancement.

Article 18. Modalités de règlement des comptes (CCAG-T Article 14)

Les paiements à l'Entrepreneur seront effectués aux comptes bancaires suivants : *(Indiquer le compte bancaire dans le pays concerné par les travaux)*

Article 19. Délai de paiement

Le délai de paiement ne peut excéder quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la certification du service fait par l'ASECNA sur la facture de l'entrepreneur.

Article 20. Intérêts moratoires

En cas de retard dans les délais de paiement exigibles, les intérêts moratoires sont calculés en appliquant au montant dû au titulaire, un taux de 0,001% par jour de retard. Si ces retards résultent d'une cause pour laquelle l'ASECNA est habilitée, au titre du Marché, à suspendre les paiements, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

Aucune interruption des travaux par l'Entrepreneur n'est permise pour un retard de paiement d'acomptes successifs et aucune indemnité compensatoire ne lui sera versée.

CHAPITRE III - DELAIS

Article 21. Délai d'exécution (CCAG-T Article 20)

Le délai contractuel des travaux est de(*à compléter par le soumissionnaire*) et cours à partir de la date de réception de l'ordre de service de commencer les travaux.

Article 22. Pénalités (CCAG-T Article 21)

La pénalité journalière pour retard dans l'exécution est fixée à : 1/2000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché,

Le montant maximum des pénalités est de 15% du montant du marché éventuellement modifié par des avenants. Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'ASECNA est en droit de résilier le marché, sans mise en demeure préalable, aux torts de l'Entrepreneur.

CHAPITRE IV : REALISATION DES OUVRAGES

Article 23. Matériaux et matériel (CCAG-T-Articles 22, 23 et 24)

Tous les matériaux ainsi que le matériel doivent être conformes aux prescriptions du CCTP. L'Entrepreneur est tenu de soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre le matériel qu'il se propose d'utiliser pour exécuter les prestations décrites dans le CCTP.

Malgré cette approbation, l'Entrepreneur reste responsable de la bonne qualité et du maintien en état de fonctionnement de son matériel.

Article 24. Programme d'exécution –calendrier d'exécution (CCAG-T- Articles 28/2, 28/3)

L'Entrepreneur devra proposer à l'ASECNA, au plus tard dans un délai de 15 jours à compter de la date de signature du marché, la liste du matériel et leur délai de mobilisation, le planning d'exécution des travaux, le planning des approvisionnements, le plan d'assurance qualité du chantier ainsi qu'un schéma d'organisation détaillé des travaux accompagné d'un projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires.

Article 25. Plans d'exécution (CCAG-T-Article 29)

Les plans figurant dans le dossier d'appel d'offres servent de référence pour la réalisation des travaux et l'établissement des documents techniques. Ils sont donnés à titre indicatif.

L'Entrepreneur établit d'après les pièces contractuelles, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages tels que les plans d'exécution, notes de calcul, études de détail, qu'il soumet à l'approbation de l'ASECNA. A cet effet, l'Entrepreneur fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure.

Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs et études de détail.

Article 26. Installation, organisation, sécurité et hygiène du Chantier (CCAG-T-Article 31.1)

Les emplacements pour les installations de chantiers devront être approuvés par le représentant de l'ASECNA ou le Maître d'œuvre.

Dans tous les cas, l'Entrepreneur a, à sa charge l'aménagement des emplacements mis à sa disposition et, en fin de travaux, leur remise en l'état.

L'Entrepreneur remettra à l'ASECNA, un plan de sécurité et d'hygiène du chantier, précisant les dispositions qu'il compte mettre en place pour:

- les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- l'hygiène du travail (nettoyage du chantier, locaux du personnel, gestion des déchets de chantier.)

CHAPITRE V : RECEPTION ET GARANTIES

Article 27. Réception provisoire (CCAG-T Articles 41 et 42)

L'Entrepreneur avise l'ASECNA du terme prévisionnel des travaux, par écrit remis contre décharge au maître d'œuvre au moins 15 jours calendaires avant la date de fin des travaux. L'ASECNA convoque alors l'Entrepreneur aux opérations de réception qui devront avoir lieu dans les meilleurs délais.

Il peut être prononcé des réceptions partielles, dans ce cas, un procès-verbal de réception partielle sera établi par le maître d'œuvre et le représentant de l'ASECNA à la fin des travaux.

Article 28. Délai de garantie (CCAG-T Article 44.2)

Conformément aux dispositions de l'Article 44.2 du CCAG-T, le délai de garantie est fixé à douze (12) mois.

CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHÉ – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Article 29. Résiliation du marché (CCAG-T-Articles 45, 46 et 47)

Le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des travaux faisant l'objet du Marché avant l'achèvement de ceux-ci, par une décision de résiliation du Marché qui en fixe la date d'effet.

Le règlement du Marché est fait alors selon les modalités prévues aux Articles 45, 46 et 47 du CCAG-T.

Article 30. Règlement des différends (CCAG-T Article 50)

La personne responsable du marché et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation et/ ou à l'exécution du présent marché.

Si un différend survient entre le titulaire et le maître d'œuvre, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, ou entre le titulaire et le représentant de l'ASECNA, l'Entrepreneur remet au représentant de l'ASECNA, contre décharge, aux fins de transmission au Directeur Général, un mémoire en réclamation comportant les motifs et le montant des réclamations. A peine de forclusion, une copie du mémoire est transmise au Directeur Général de l'ASECNA dans un délai de trente (30) jours à compter de la naissance du litige.

En l'absence de réponse satisfaisante reçue dans un délai de deux (02) mois à partir de la date de réception du mémoire de l'Entrepreneur, celui-ci pourrait engager une procédure de règlement à l'amiable.

En cas d'échec de la tentative de règlement à l'amiable, dans un délai de trois (03) mois à compter de la date de réception du mémoire, l'Entrepreneur pourra user des autres voies de recours prévues par la réglementation en vigueur notamment l'article 86/3 de la Règlementation des Marchés de Toute Nature (RMTN) passée au nom de l'ASECNA adopté par la résolution N° 2013 CA 124-11 du 4 juillet 2013 et conformément aux procédures fixées aux articles 50.3 à 50.6 du CCAG-T.

CHAPITRE VII : REGLEMENTATION ET DROIT APPLICABLES

Article 31. Règlements applicable

Le présent marché est régi par les dispositions de la Règlementation des Marchés de Toute Nature (RMTN) passés au nom de l'ASECNA adopté par la résolution N° 2013 CA 124-11 du 4 juillet 2013 et leurs textes subséquents notamment par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux.

Article 32. Droit applicable

Sous réserve des dispositions de la RMTN visée à l'article 31 ci-dessus, la loi applicable au présent marché est celle du pays d'exécution des travaux.

CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 33. Prise d'effet du marché

Le présent marché prend effet à la date de sa signature. Le début des travaux est fixé à la date de notification du marché au titulaire, servant de point de départ du délai d'exécution.

Article 34. Dérogation aux articles du CCAG-T (CCAG-T Article 51)

- 1) Article 49/2 : Interruption des travaux;

POUR L'ENTREPRENEUR :

POUR L'ASECNA

LE CONTROLEUR FINANCIER

Niamey, le

Niamey, le

Approuvé par

LE CHEF D'ETABLISSEMENT EAMAC

NIAMEY, le

Section VII.

FORMULAIRES DE MARCHES

Section VII : Formulaires de marchés

Liste des Formulaires

ACTE D'ENGAGEMENT 85
GARANTIE DE BONNE EXECUTION 86
MODELE DE GARANTIE DE COUVERTURE D'AVANCE DE DEMARRAGE 87

Notes relatives aux Modèles de formulaires du Marché

L'Acte d'engagement, qui est complété au moment de l'attribution du Marché, doit inclure toutes les corrections ou les modifications apportées à l'offre retenue résultant des corrections des erreurs, de l'actualisation du prix en application, le cas échéant, du fait de la durée de l'évaluation des offres, du choix d'une offre alternative, de l'acceptation de variations jugées acceptables, ou tout autre modification mutuellement acceptable et permise par le Dossier d'Appel d'offres, tel qu'un changement dans le personnel de cadre, de sous-traitant, du programme d'exécution des travaux, etc.

Les **modèles de garantie de bonne exécution** et de **garantie bancaire de restitution d'avance** ne doivent pas être remplis au moment de la préparation des offres. Seul le Soumissionnaire retenu sera invité à fournir la garantie de bonne exécution et la garantie bancaire de restitution d'avances en conformité avec l'un des modèles présentés dans cette section.

ACTE D'ENGAGEMENT

A : *(nom de l'Autorité contractante)*

Je soussigné(e) ...*(nom et titre du titulaire du marché)*., Agissant au nom et pour le compte de ...*(nom de la Société)*

Inscrit au Registre du Commerce sous le n°

Numéro d'immatriculation à:

Faisant élection de domicile à :

Après avoir examiné toutes les clauses du Marché, et apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature des travaux de*(objet du marché)*,

me soumetts et m'engage à exécuter le marché conformément à ses clauses pour la somme (ferme out révisable) (*supprimer la mention inutile*) de *(en lettres et en chiffres)* de F CFA Hors taxes et Hors Douanes (HTT).

Je m'engage à commencer et terminer les travaux énumérés dans le marché dans un délai de (jours ou mois) à compter de la date de réception de la notification (de l'approbation du Marché / ou de l'ordre de service de commencer les Travaux) (*supprimer la mention inutile*).

Je m'engage en outre, pendant un délai de garantie d'un an à lever et à procéder aux réparations des malfaçons éventuelles.

Je garantis l'ASECNA contre toute poursuite éventuelle pouvant résulter de l'application de procédés couverts par des brevets d'invention.

Les sommes qui me seront dues pour l'exécution du présent marché feront l'objet de virements au compte bancaire n°..... ouvert au nom de à la Banque selon les modalités suivantes :*(écrire les modalités de paiement prévues dans le marché)*

Fait à, le

SIGNATURE ET CACHET DE L'ENTREPRENEUR

ENTETE DE LA BANQUE

GARANTIE DE BONNE EXECUTION

Date : _____

Avis d'appel d'offres No *[insérer No]*

[insérer le nom de la banque et adresse de la banque d'émission]

Bénéficiaire : *(mentionner l'objet du marché),*

Garantie de bonne exécution no. : *[insérer No]*

Nous avons été informés que *[insérer le nom de l'Entrepreneur]* (ci-après dénommé « l'Entrepreneur ») a conclu avec vous le Marché no. *[insérer No]* en date du *[insérer la date]* pour la réalisation des *(mentionner l'objet du marché)* (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande de l'Entrepreneur, nous *[insérer le nom de la banque]* nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de *[insérer la somme en chiffres et en lettres]*.

Ces sommes seront versées dans les types et proportions de monnaies dans lesquelles le Prix du Marché est à payer.

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie est valable jusqu'à la réception provisoire des travaux, qui sera matérialisé par un procès verbal de réception.

[Insérer le nom et la fonction de la personne habilitée à signer la garantie au nom de la banque]

[Insérer la signature]

ENTETE DE LA BANQUE

MODELE DE GARANTIE DE COUVERTURE D'AVANCE DE DEMARRAGE

Attendu que [*nom du chef d'entreprise ou de son représentant*], représentant [*nom de l'entreprise*] et désigné dans ce qui suit comme « l'Entrepreneur », s'est engagé en date du [*date de signature de l'acte d'engagement*] à exécuter les travaux [*objet du marché*] ;

Attendu qu'il est stipulé dans ce marché que l'Entrepreneur bénéficie d'une avance de démarrage de [*montant de l'avance de démarrage*] correspondant à _____% du montant du marché.

Attendu de ce qui est rappelé ci-dessus, que nous avons convenu de garantir le remboursement de l'avance de démarrage consentie à l'Entrepreneur ;

Nous affirmons par la présente nous porter de façon inconditionnelle et irrévocable obligatoire principal et pas seulement en tant que garant, à l'égard de [*nom de l'autorité contractante*], d'une somme de [*montant de la caution*] égale à 100% du montant de l'avance de démarrage consentie.

En conséquence, nous nous engageons à payer, dès votre première demande, sans droit d'objection de notre part, toutes les sommes dues dans la limite de [*montant de la caution*] précédemment stipulé.

La présente caution entre en vigueur à la date de sa signature.

La présente caution fera l'objet d'une main levée partielle et reste valable jusqu'au paiement total des montants garantis.

Signature et cachet de la Banque

PARTIE III : SPECIFICATION DES PRESTATIONS

Section VIII.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES

Section VIII : Cahier des Clauses Techniques

EXIGENCES RELATIVES AUX PRESTATIONS

Table des matières

1.	CADRE DE DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF.....	92
7.	CAHIER DE CHARGES RELATIF A LA DEMOUSTICATION, DERATISATION ET TRAITEMENT PHYTOSANITAIRE.....	Erreur ! Signet non défini.
7.1	OBJET.....	Erreur ! Signet non défini.
7.4	OBLIGATIONS DE LA SOCIETE	Erreur ! Signet non défini.
7.5	FOURNITURES.....	Erreur ! Signet non défini.
7.6	MOYENS HUMAINS ET MATERIELS MIS EN PLACE.....	Erreur ! Signet non défini.
2.4	MOYENS HUMAINS ET MATERIELS MIS EN PLACE.....	104
2.4	Planning, Horaires et Tenues de travail.....	104
2.5	Fournitures, matériels et produits divers.....	104
2.6	Registre d'entretien.....	105
2.7	Présence du prestataire.....	105
2.8	Responsabilité du prestataire.....	105

1. CADRE DE DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF**LOT N°1 : PRESTATIONS D'ENTRETIEN MENAGER, ESPACE VERT ET VIDANGE DES FOSSES SEPTIQUES.**

N°	Désignation	Unité	Quantités	PU/mois	Prix Total/mois
1	Prestations d'entretien ménager de l'ensembles des bâtiments et cités				
2	Prestations d'entretien des aires d'espaces verts de l'école et des cites				
3	Vidange des fosses septiques				
MONTANT TOTAL MENSUEL FCFA HT-HD					
MONTANT TOTAL ANNUEL FCFA HT-HD					

LOT N°2 : PRESTATIONS DE DEMOUSTICATION, DERATISATION ET PHYTOSANITAIRES

N°	Désignation	Unité	Quantités	PU/mois	Prix Total/mois
1	Prestations de démoustication, dératisation et phytosanitaires de l'école, cités et logements	Ens	1		
MONTANT TOTAL MENSUEL FCFA HT-HD					
MONTANT TOTAL ANNUEL FCFA HT-HD					

LOT N°3 : PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES CLIMATISEURS, DE L'ELECTRICITE, DE LA PLOMBERIE ET MENUISERIES

N°	Désignation	Unité	Q.	PU/mois	Prix Total/mois
1	Prestation de maintenance et entretien des climatiseurs	Ens			
2	Prestation de maintenance et entretien électricités	Ens			
3	Prestation de maintenance et entretien plomberie	Ens			
4	Prestation de maintenance et entretien menuiserie	Ens			
MONTANT TOTAL MENSUEL FCFA HT-HD					
MONTANT TOTAL ANNUEL FCFA HT-HD					

2. CAHIER DE CHARGES RELATIF AUX PRESTATIONS D'ENTRETIEN MENAGER, ESPACE VERT ET VIDANGE DES FOSSES SEPTIQUES.

2.1. OBJET

Le présent Cahier des Prescriptions Techniques Particulières (CPTP) a pour objet de définir l'ensemble des travaux et fournitures à réaliser dans le cadre de l'entretien et du nettoyage des bâtiments, espaces verts et vidange des fosses septiques de l'EAMAC à Niamey.

2.2. Lieu de la prestation

L'entretien et le nettoyage des bâtiments et espaces verts de l'EAMAC concerne les sites suivants :

- ✓ L'Ecole EAMAC ;
- ✓ La nouvelle cité – Restaurant ou Cité "TOMO" ;
- ✓ La cité des stagiaires de l'EAMAC ou Cité "SISSAKO" ;
- ✓ Le domicile de fonction du Directeur de l'EAMAC ;
- ✓ Le bâtiment Aides radio à l'Aéroport.

La situation des bâtiments :

N°	Désignation	Unité	Quantités
1	BA 001 - ADMINISTRATION		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	821,16193
2	BA 002 - ANCIENNE SALLE DE CONFERENCE		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	223,95325
3	BA 003 - SALLE INFORMATIQUE		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	226,30128
4	BA 004 - INFIRMERIE		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	141,69132
5	BA 005 - BATIMENT CHEFS DE DIVISION		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	251,31992
6	BA 010 - SALLE DE CONFERENCE - BIBLIOTHEQUE		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	582,95858
7	BT 042 - BATIMENT METEO		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	786,99408

8	BT 048 - BATIMENT ATELIERS LABORATOIRES		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	917,3501
9	BT 003 - BATIMENT MAGASIN PILOTE		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	178,12623
10	BT 043 - BATIMENT CAT		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	220,2288
11	BT 047 - SALLE PLANETARIUM		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	28,338264
12	BT 044 - BATIMENT ELECTRICITE		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	159,50394
13	BT 042 - 02 BATIMENT NAVIGATION AERIENNE		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	259,90237
14	BT 009 - CENTRALE ELECTRIQUE		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	137,643
15	BT 018 - ABRI A GONFLEMENT		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	58,70069
16	BT 014 - BATIMENT LABORATOIRES SIMULATEURS		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	1029,8935
17	BT 038/02 - BATIMENT DIVISION LOGISTIQUE		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	332,77219
18	BA 007 - BATIMENT SALLES DE COURS		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	465,5572
18	BATIMENT SALLES DE COURS R+2		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	1400
19	BT 017 - MAINTENANCE IRE		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m ²	848,5286

20	Mosquée et sanitaires		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m²	79,2
21	Guérites et locaux vigile		
	Prestations d'entretien ménager des surfaces du bâtiment	m²	38,56
22	Aires de stationnement		
	Prestations d'entretien ménager des aires de stationnement	m²	694,192
23	Espaces verts		
	Prestations d'entretien ménager des aires d'espaces verts à l'Ecole, les cités et logements du Directeur	Ens	1

2.3. Consistance des travaux

2.3.1. Les travaux relatifs à l'entretien et au nettoyage des bâtiments consistent à :

- Entretien quotidien
- Entretien hebdomadaire
- Entretien mensuel
- Entretien annuel

Entretien quotidien

- L'entretien quotidien concerne essentiellement :
- Le dépoussiérage de tous les locaux intérieurs (une fois par jour),
- Le dépoussiérage de tout mobilier et équipements (appareils informatique, téléphonique appareils électriques (lampe, ventilateur, prises, interrupteurs, split etc.) (une fois par jour),
- Le dépoussiérage des lampes, stores, rideaux, porte isoplane, dessus des placards etc. (une fois par jour),
- Le nettoyage avec des produits appropriés des surfaces vitrées pour portes et fenêtres (une fois par jour),
- La vidange et nettoyage des cendriers et corbeilles à papier (une fois par jour),
- L'arrosage des plantes de bureau ou de chambre (une fois par jour),
- Le nettoyage à l'eau avec des produits d'entretien appropriés des carreaux sol et plinthes,
- Le nettoyage des moquettes de bureau et rideaux (une fois par jour) ;
- Le nettoyage à l'eau avec des produits d'entretien appropriés des faïences murales, carrelage sol et divers équipements sanitaires (une fois par jour),
- Le dégrassage puis nettoyage des appareils sanitaires (WC, lavabo, urinoir, bidet, douche y compris receveur de douche, robinetteries, baignoire etc....) (trois fois par jour),
- La désinfection et désodorisation des bureaux et des toilettes (une fois par jour),
- Le nettoyage des abords, des entrées, et coursives des bâtiments (trois fois par jour),
- Le nettoyage et le désensablage des voies d'accès ainsi que les parkings couverts et non couverts (une fois par jour),
- L'enlèvement et transport des ordures vers les dépotoirs intérieurs (une fois par jour)
- La mise en place d'une équipe de permanence pour l'entretien et le nettoyage des toilettes des salles de classes, laboratoires et administration pendant les après-midis (une fois par jour) ;

- La propreté générale des lieux.

Entretien hebdomadaire

- L'entretien hebdomadaire concerne essentiellement :
- Le dépoussiérage de tous les locaux extérieurs,
- L'enlèvement des toiles d'araignées,
- Le nettoyage général des murs extérieurs, les faux plafonds, les murs intérieurs, les escaliers
- Le nettoyage avec des produits d'entretien appropriés des châssis alu et métalliques, portes et fenêtres métalliques, les vitres ainsi que les portes isoplans et les stores,
- Le nettoyage du trottoir dallé extérieur,
- Le nettoyage et le curage des caniveaux couverts et non couverts,
- L'enlèvement des ordures du dépotoir intérieur vers une décharge publique extérieure.

Entretien mensuel

L'entretien mensuel concerne essentiellement :

- Le dépoussiérage et nettoyage de tous les endroits difficilement accessibles (murs et vitres),
- Le nettoyage de toute la cour et autres espaces communs.

Entretien annuel

- Curage des caniveaux
- Curage des chenaux et toitures ;
- Nettoyage des chambres lors des rentrées scolaires

NB : le prestataire est tenu de réaliser tous divers nettoyage à la demande de l'EAMAC.

2.3.2. Les travaux relatifs à l'entretien des espaces verts de l'EAMAC consistent à :

- La mise dans un parfait état de propreté des espaces verts,
- Le nettoyage quotidien des voiries intérieures des parterres en gazon,
- Le ramassage quotidien des ordures et résidus de nettoyage des parterres et des aires de circulation,
- L'arrosage régulier des plantes, des haies, arbustes et gazon,
- Le désherbage régulier des aires de promenade et ou gazon,
- La taille régulière des haies et arbustes,
- La tonte régulière du gazon,
- La reprise partielle et si nécessaire des haies, arbustes à fleurs et gazon détériorés ou endommagés,
- L'élagage des arbres (intérieurs et /ou extérieurs) pendant les périodes appropriées,
- Le désherbage de toute la cour en saison pluvieuse et / ou saison sèche ;
- Le traitement antiparasite, insecticide, fongicide et herbicide avec des appareils et produits appropriés,
- La fourniture et l'application d'engrais minéral et ou fumier ;
- Le binage des plantes,
- La propreté générale des espaces verts,
- La mise en place de dépotoirs internes,
- Le nettoyage, l'enlèvement et le transport des ordures des dépotoirs internes vers les dépotoirs extérieurs.

2.3.3. La vidange des fosses septiques

- Vidanges des fosses et puisards environs 30 voyages de 20m³ par mois ;
- Curage des puisards et fosses : environs 10 curages.

2.3.4. Les travaux relatifs à la collecte et l'évacuation des ordures

Il s'agit essentiellement pour le prestataire, du ramassage et de l'évacuation des déchets et ordures hors des sites de l'EAMAC.

A cet effet, le prestataire devra installer des containers sur les sites de l'EAMAC et à procéder à l'évacuation systématique, vers une décharge extérieure appropriée, desdits container conformément à la réglementation en vigueur au Niger.

2.4. Planning, Horaires et Tenues de travail

Le prestataire doit adapter ses heures de travail à celles de l'EAMAC.

Le personnel d'entretien et de nettoyage des bâtiments et espaces verts et devra :

- Être présent sur les lieux suivant les horaires communiqués et acceptés ;
- Être vêtu en permanence d'un uniforme propre et en bon état, portant le logo de l'entreprise et sur lequel sera inscrit le numéro permettant de l'identifier à tout moment ;
- Avoir un badge d'identification ;
- Respecter scrupuleusement la réglementation des accès dans les sites de l'EAMAC.

2.5. Fournitures, matériels et produits divers

Tous les produits d'entretien et de nettoyage ainsi que le matériel électromécanique ou tout autre type de matériel, seront exclusivement à la charge du prestataire.

Le prestataire devra fournir le matériel et les produits en quantité et qualité suffisantes suivant les besoins et veiller à leur réapprovisionnement en temps opportun.

Le prestataire devra fournir dans un délai de quinze (15) jours pour compter de la date de notification du marché :

- La composition des équipes d'entretien et de nettoyage des bâtiments et espaces verts ;
- La liste du matériel et équipement définis dans son offre et qui seront affectés pour les entretiens tels que définis ci-dessus ;
- La liste des produits d'entretien et de nettoyage définie dans son offre, leur mode d'application ainsi que leur fréquence d'approvisionnement.

2.6. Registre d'entretien

Le prestataire est tenu de mettre un registre d'entretien à la disposition de l'EAMAC.

Y seront consignés quotidiennement :

- Toutes les interventions effectuées par le prestataire,
- Les incidents, détails ou propositions de toute nature présentant quelque importance sur l'état d'entretien du bâtiment.
- Ce registre sera consulté régulièrement pour observations et prise en compte des propositions par le chef de la Division Maintenance.

2.7. Présence du prestataire

Le prestataire devra, à défaut de sa présence effective sur le chantier, y avoir un représentant compétent et agréé par l'EAMAC.

2.8. Responsabilité du Prestataire

Le prestataire sera tenu responsable des accidents pouvant survenir à son personnel et des dégradations pouvant être causées aux lieux au cours de l'exécution des travaux.

Il sera responsable également des gênes observées dans le fonctionnement des services pendant ses interventions et veillera au strict respect du règlement intérieur de l'école.

Les visites médicales d'aptitude physique et des maladies contagieuses (renouvellement de vaccins) aux agents chargés de l'entretien et le nettoyage des bâtiments et espaces verts affectés à l'EAMAC seront effectuées obligatoirement chaque année et les résultats de ses visites seront mis à la disposition (du médecin conventionné) de l'EAMAC. Si une contre-expertise s'avère nécessaire, les frais y afférents seront entièrement pris en charge par le prestataire.

2.9. Assurances

Le prestataire est tenu de souscrire une police d'assurance en son nom contre tous préjudices ou dommages dont il pourrait avoir à répondre du fait de l'exécution des travaux d'entretien et de nettoyage des locaux et espaces verts.

Cette police doit obligatoirement comporter une clause de recours que le maître d'ouvrage et les tiers pourraient intenter contre lui dans le cadre de l'exécution du contrat.

En outre, le prestataire est tenu de fournir une copie de la police ainsi que le justificatif du règlement de la prime.

3. CAHIER DES CHARGES RELATIF AUX PRESTATIONS DE DEMOUSTICATION, DERATISATION ET PHYTOSANITAIRES ;

3.1. OBJET

Les prestations objet du présent cahier des charges consistent à assurer la démoustication, la dératisation des installations de l'EAMAC au Niger.

3.2. CONSISTANCE DES TRAVAUX

- Démoustication périodique : la prestataire effectuera tous les traitements nécessaires pour lutter contre la prolifération des moustiques
- Dératisation
- Le traitement anti-termite ;

3.3. OBLIGATIONS DE LA SOCIETE

La société s'engage à réaliser la dératisation et démoustication de toutes les installations de l'EAMAC

Toutes les interventions du prestataire seront consignées dans un rapport mensuel qu'il transmettra à l'EAMAC.

Tout manquement ou faute lourde sera signalé par écrit à la Société qui prendra immédiatement les mesures nécessaires afin qu'il n'en résulte aucun inconvénient pour les faits reprochés à la conduite de la mission confiée à la société ; celle-ci prendra l'entière responsabilité des conséquences financières et autres charges éventuelles qui pourraient en découler.

Le personnel mis en place par le Prestataire doit être doté des tenues de travail ainsi que des badges d'accès aux installations (NB : les frais du badge sont en charges du Prestataire).

3.4. FOURNITURES

La fourniture des produits ainsi que les matériels et moyens de travail nécessaires sont en charges du Prestataire.

3.5. MOYENS HUMAINS ET MATERIELS MIS EN PLACE

La société est tenue de mettre à la disposition de l'EAMAC un personnel qualifié disposant de tout le matériel, outillage de travail et fourniture nécessaire à l'exécution correcte des prestations. Le nombre d'agent doit être dimensionné de façon à couvrir l'ensemble des infrastructures.

Le personnel ci-dessous est donné à titre indicatif.

Désignation	Nombre de techniciens	Niveau	Observations
Une équipe de traitement	1		

4. CAHIER DES CHARGES RELATIF AUX PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES CLIMATISEURS, DE L'ELECTRICITE, DE LA PLOMBERIE ET MENUISERIES.

4.1. OBJET

Le présent Cahier des Prescriptions Techniques Particulières (CPTP) a pour objet de définir l'ensemble des travaux à réaliser dans le cadre des **prestations de maintenance et entretien des climatiseurs, de l'électricité, de la plomberie et menuiseries** de l'EAMAC à Niamey.

4.2. Lieu de la prestation

- ✓ L'EAMAC – Ecole ;
- ✓ La nouvelle cité – Restaurant ;
- ✓ La cité des stagiaires de l'EAMAC ;
- ✓ Le domicile de fonction du Directeur de l'EAMAC ;
- ✓ Le bâtiment Aides radio à l'Aéroport ;

La situation des appareils est en annexe ainsi que celle des bâtiments.

N°	Désignation	Unité	Q.
1	BA 001 Administration		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	41
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type armoire)	u/m	1
2	BA 002 Infirmerie		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	5
3	BA 003 Ancienne salle conférence		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type armoire)	u/m	2
4	BA 004 Salle INFO		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	2
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type armoire)	u/m	2
5	BA 005 Chefs divisions		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	12
6	BA 006 - Bibliothèque - Salle Conférence		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	5
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type armoire)	u/m	9
7	BA 007 - Bâtiment Salle Cours		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	30
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type armoire)	u/m	2
8	BT 003 Magasin		

	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	5
9	BT 009 Centrale Electrique		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	2
10	BT 038 - Bâtiment LOGISTIQUE		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	5
11	BT 042 Bâtiment NA		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	11
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type armoire)	u/m	3
12	BT 043 Bâtiment CAT		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	6
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type armoire)	u/m	2
13	BT 044 Bâtiment Electricité		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	4
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type armoire)	u/m	1
14	BT 045 - LABO/SIMU		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	16
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type armoire)	u/m	17
15	BT 046 - Aide RADIO		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	4
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type armoire)	u/m	4
16	BT 048 - Ateliers LABO		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	13
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type armoire)	u/m	4
17	Cité SISSOKO		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	40
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type armoire)	u/m	2
	Cité TOMO		
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type split)	u/m	3
	Prestations d'entretien des appareils de climatisation (type armoire)	u/m	4
18	BATIMENT SALLE DE COURS R+2	u/m	27

4.3. Consistance des travaux

Les travaux à effectuer suivant un programme à établir consistent à maintenir dans un parfait état de fonctionnement l'ensemble du parc des climatiseurs et split de l'EAMAC.

A cet effet le soumissionnaire devra procéder aux tâches suivantes :

Entretien et maintenance des splits et climatiseurs

- Les visites techniques nécessaires au moins une (01) fois par semaine pour maintenir les climatiseurs et les split dans de bonnes conditions de sécurité et de fonctionnement,
- Le nettoyage des condenseurs et des souffleurs,
- Le dépoussiérage des filtres,
- Le nettoyage intérieur et extérieur avec des produits appropriés des appareils,
- Le débouchage des tuyauteries d'évacuation,
- Toute intervention du soumissionnaire sur simple appel téléphonique du client,
- L'établissement d'une fiche dûment remplie propre à chaque appareil.
- Les révisions des climatiseurs tous les trois mois :
- Vérification complète des divers éléments constituant l'installation ;
- Vérification et complément des charges (fréons R22, R410 ; et /ou du gaz fréon A 410 (ou A 407)) ;
- Vérification et complément du niveau d'huile du compresseur ;
- Vérification des organes de sécurité et de régulation ;
- Vérification de l'installation électrique ;
- Nettoyage des contacts ;
- Serrage des connexions ;
- Réglage ; graissage ; vérification évacuation condensas ;
- Nettoyage et remplacement des filtres ;
- Vérification de l'ampérage moteur ;
- Dépoussiérages des grilles de soufflage et de reprise ;
- Contrôle des paliers des roulements ;
- Contrôle du pressostat et du bon fonctionnement des ventilateurs, du compresseur, du thermostat etc.
- Le complément des charges (fréons R22, R410 ; et /ou du gaz fréon A 410 (ou A 407)) à la charge du Prestataire.

Entretien et maintenance électrique

- Les visites techniques quotidiennes nécessaires pour maintenir les équipements électriques (prises, disjoncteurs, points lumineux, interrupteurs etc...) dans les bonnes conditions de bon fonctionnement. La fréquence et la consistance de ces visites adaptées aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation des appareils électriques sont reprises dans le planning des visites qui sera établi et transmis mensuellement à l'ASECNA pour le suivi des prestations ;
- Le remplacement des équipements hors services (prises, disjoncteurs, points lumineux, interrupteurs etc...) ;
- L'établissement d'un tableau indiquant la liste des équipements ou fournitures avec les durées de vie et les dates prévisionnelles de remplacement systématique ;
- Les interventions du Prestataire sur simple appel téléphonique, courriel, fax ou message porté avec accusé de réception tous les jours fériés ou non ouvrés en cas de pannes. Ces

interventions sont effectuées au plus tard dans les trente (30) minutes qui suivent la sollicitation de l'ASECNA ;

- Le remplacement des néons, réglettes, interrupteurs, prises, rhéostat, ventilateurs, disjoncteurs ou tout autre appareils électriques fournis par l'EAMAC,
- Le dépoussiérage régulier des armoires et coffrets,
- Le dépoussiérage régulier des chemins de câbles,
- La vérification régulière des points de raccordement électriques sur les différents réseaux,
- Toute intervention du soumissionnaire sur simple appel téléphonique du client.

Maintenance et entretien plomberie et équipements sanitaires

- Inspection visuelle et contrôle de l'état des conduites, vannes, robinets, mécanismes de WC, fontaines, surpresseurs, raccords etc.
- Vérification de l'étanchéité des joints et des conduites.
- Détartrage et contrôle du bon fonctionnement des chauffe-eau et ballons d'eau chaude.
- Purge et nettoyage des siphons et systèmes d'évacuation.
- Contrôle de la pression et du débit d'eau.
- Détection et réparation de fuites sur les conduites d'eau ou les réseaux d'évacuation.
- Débouchage des canalisations obstruées.
- Réparation ou remplacement d'appareils sanitaires endommagés.
- Remise en service des équipements après intervention.
- Nettoyage régulier des appareils sanitaires et des points d'eau.
- Vérification du bon écoulement des eaux usées.
- Graissage et réglage des mécanismes de robinetterie.
- Contrôle périodique de l'ensemble des équipements pour prévenir les anomalies.

Maintenance et entretien menuiseries

- Les interventions de travaux de serrurerie ;
- Les interventions de menuiserie aluminium ;
- Les interventions de menuiserie bois ;
- Les interventions de menuiserie métallique ;
- Inspection visuelle périodique de l'état des portes, fenêtres, grilles, serrures, des stores et des lits ;
- Vérification du bon fonctionnement des ouvrants (fermeture, verrouillage, coulissement).
- Graissage des paumelles, serrures, gonds et rails de coulissement.
- Application de produits de protection (antirouille sur les menuiseries métalliques, vernis ou lasure sur les menuiseries bois).
- Remplacement préventif des joints usés, poignées ou accessoires fragilisés.
- Réparation ou remplacement des éléments de quincaillerie défectueux (serrures, poignées, gonds, crémones).
- Redressement, soudure ou remplacement partiel de châssis métalliques déformés.

- Réparation des menuiseries en bois ;
- Réfection ou remplacement des vitrages cassés.
- Réajustement des ouvrants qui ferment mal ou présentent des frottements.
- Divers travaux interventions de son domaine

Dans le cadre des gros travaux de réparation (reprise des réseaux) au sol ou dans le mur, le prestataire, sur la base d'un devis des travaux accepté par l'EAMAC, devra fournir les matériels et ou matériaux ainsi que la main d'œuvre pour l'exécution desdits travaux.

4.4. MOYENS HUMAINS ET MATERIELS MIS EN PLACE

La société est tenue de mettre à la disposition de l'ASECNA un personnel qualifié disposant de tout le matériel, outillage de travail et fourniture nécessaire à l'exécution correcte des prestations. Le nombre d'agent doit être dimensionné de façon à couvrir l'ensemble des infrastructures.

Le personnel ci-dessous est donné à titre indicatif.

Désignation	Nombre de techniciens	Niveau	Observations
Technicien supérieur	1	BTS en bâtiment ou électricité et 5 ans d'expériences	
Frigoristes	2	Niveau CAP au minimum et 5 ans d'expériences	
Electriciens	2	Niveau CAP au minimum et 5 ans d'expériences	
Plombier	2	Niveau CAP au minimum et 5 ans d'expériences	
Menuisiers métallique/bois	1	Niveau CAP	Polyvalent en bois et métallique

4.5. Planning, Horaires et Tenues de travail

Le prestataire doit adapter ses heures de travail à celles de l'EAMAC.

Le personnel d'entretien et de nettoyage du parc des climatiseurs et des splits devra :

- Être présent sur les lieux suivant les horaires communiqués et acceptés ;
- Être vêtu en permanence d'un uniforme propre et en bon état, portant le logo de l'entreprise et sur lequel sera inscrit le numéro permettant de l'identifier à tout moment ;
- Avoir un badge d'identification et d'accès au site ;
- Respecter scrupuleusement la réglementation des accès dans les sites de l'EAMAC.

4.6. Fournitures, matériels et produits divers

Le matériels et outillages nécessaires à la réalisation des maintenances et entretiens seront exclusivement à la charge du prestataire.

Les consommables et matériaux nécessaires à la réalisation des maintenances sont à la charge de l'EAMAC.

Par ailleurs, le prestataire devra procéder à l'établissement pour chaque appareil d'une fiche individuelle régulièrement remplie indiquant la nature de l'appareil ainsi que les différentes interventions effectuées.

4.7. Registre d'entretien

Le prestataire est tenu de mettre un registre d'entretien à la disposition de l'EAMAC.

Y seront consignés quotidiennement :

- Toutes les interventions effectuées par le prestataire,
- Les incidents, détails ou propositions de toute nature présentant quelque importance sur l'état d'entretien des appareils.

Ce registre sera consulté régulièrement pour observations et prise en compte des propositions par le chef de la Division Maintenance.

4.8. Présence du prestataire

Le prestataire devra, à défaut de sa présence effective sur le chantier, y avoir un représentant compétent et agréé par l'EAMAC.

4.9. Responsabilité du prestataire

Le prestataire sera tenu responsable des accidents pouvant survenir à son personnel et des dégradations pouvant être causées aux lieux au cours de l'exécution des travaux.

Il sera responsable également des gênes observées dans le fonctionnement des services pendant ses interventions et veillera au strict respect du règlement intérieur de l'école.

Les visites médicales d'aptitude physique et des maladies contagieuses (renouvellement de vaccins) aux agents chargés de l'entretien et le nettoyage du parc des climatiseurs et des splits affectés à l'EAMAC seront effectuées obligatoirement chaque année et les résultats de ses visites seront mis à la disposition (du médecin conventionné) de l'EAMAC. Si une contre-expertise s'avère nécessaire, les frais y afférents seront entièrement pris en charge par le prestataire.

4.10. 2.9 : Assurances

Le prestataire est tenu de souscrire une police d'assurance en son nom contre tous préjudices ou dommages dont il pourrait avoir à répondre du fait de l'exécution des travaux d'entretien et de nettoyage du parc des climatiseurs et des splits.

Cette police doit obligatoirement comporter une clause de recours que le maître d'ouvrage et les tiers pourraient tenter contre lui dans le cadre de l'exécution du contrat.

En outre, le prestataire est tenu de fournir une copie de la police ainsi que le justificatif du règlement de la prime.

